

Aujourd'hui la Turquie

Istanbul - Paris - Ankara - Genève - Izmir - Bruxelles - Antalya - Montréal

3 YTL - 1,70 euro

www.aujourdhuiturquie.com

N° ISSN : 1305-6476

Un accès facile vers le monde entier: GeoPostYurtiçi...
www.geopostyutici.com.tr
DPD

Lisez la Turquie en français - numéro 30, Octobre 2007

Diplomatie française



Pascal Boniface

Directeur de l'Institut de Relations Internationales et Stratégiques, il analyse la politique du président Sarkozy au Moyen-Orient.

Page 2

Relations hispano-turques



S.E. Ender Arat

Les bonnes relations avec l'Espagne se poursuivent. L'ambassadeur de Turquie en Espagne fait le point sur les perspectives d'avenir entre nos deux pays.

Page 4

Football féminin turc



Fatih Terim

Directeur technique de l'équipe nationale turque, il nous parle du rapport des femmes au football en Turquie.

Page 8

Chypre : deux nations et un territoire stratégique hautement convoité

Les Chypriotes turcs ont dit « Oui » au référendum portant sur la réunification de l'île avant son adhésion à l'UE. En revanche le « Non » des Chypriotes grecs a non seulement empêché la résolution d'une crise vieille de 44 ans mais continue à prolonger l'isolement de la partie turque de l'île sur la scène internationale. Nous avons interviewé le président de la République turque de Chypre du Nord (RTCN), Mehmet Ali Talat, qui nous parle des attentes des Chypriotes turcs et des perspectives d'une future réunification de l'île.

Monsieur le président, le Plan Annan est-il totalement mis de côté ?

Le Plan Annan était le plan de résolution le plus détaillé et le plus complet jamais réalisé jusqu'à présent. De ce fait, il n'est pas question qu'il disparaisse totalement du point de vue de son contenu. Ainsi, le nouveau rapport du secrétaire général des Nations unies constate que tous les travaux réalisés dans le passé en vue du règlement de la crise serviront de base aux futures négociations de résolution. Autrement dit, le Plan Annan va continuer d'exister de part son contenu.

Que pensez-vous des recherches pétrolières et de gaz naturel qui ont lieu dans l'est de la Méditerranée ?

Il faut considérer ce sujet de deux points de vue. Premièrement, du point de vue de la Turquie, en tant que grand pays possédant le plus vaste territoire de la région et en tenant compte que la Méditerranée est une zone à



Mehmet Ali Talat

moitié fermée, je pense qu'il faut utiliser les ressources qui s'y trouvent en se réunissant et en se mettant d'accord avec toutes les parties. Nous également, nous partageons cette opinion. La Turquie pense posséder des droits à faire valoir dans cette région, il faudrait que les parties se réunissent et en discutent.

(lire la suite page 3)

Deuxièmement, si nous analysons la situation strictement du point de vue de Chypre, nous – c'est-à-dire la RTCN – sommes pour l'unification de l'île telle que nous l'avons déjà affirmé lors du référendum, nous continuons à vouloir la résolution du problème chypriote. Si le problème chypriote se résout et que l'île se réunit, l'ensemble des ressources naturelles seront communes et ces ressources naturelles seront sous le contrôle de l'administration centrale du nouvel État que nous voulons former. De ce point de vue, tant que le problème chypriote perdure, nous trouvons injustifiée et précipitée toute intervention des différentes parties relative aux éléments qui seront de la compétence de l'éventuel État central dont nous parlons et qui – je le souhaite – sera fondé dans l'avenir le plus proche.



Le nouveau président turc

Élu par le Parlement le 28 août 2007, le candidat du Parti AKP, Abdullah Gül (lire la suite page 5)

Le monde du sport Invitation à Michel Platini

(lire la suite page 8)



*Kemal Belgin

TÜRK HAVA YOLLARI
TURKISH AIRLINES

À bord de Turkish Airlines, lisez la Turquie en français avec « Aujourd'hui la Turquie »

Président Talat : l'homme de l'ouverture de Chypre du Nord

Lorsque nous nous sommes rendus, le 28 août à 11 heures, à la résidence du président de la République turque de Chypre du Nord, Mehmet Ali Talat, située à Nicosie, nous avons aussitôt

(lire la suite page 11)



*Hüseyin Latif

Maison Dior fête ses soixante ans



(lire la suite page 14)

La Turquie : un « pont énergétique » entre l'Europe et la Russie

Ali Şen est un homme bien connu des médias et qui s'intéresse non seulement aux nombreuses disciplines du sport, mais qui joue aussi un rôle important dans l'économie du pays, notamment dans les relations Turquie-Russie et particulièrement dans le domaine de l'énergie. Il est toujours difficile de savoir ce que va faire cet homme-joker qui a même été le président du club de Fenerbahçe. Parlant parfaitement huit langues, il a accueilli notre équipe dans sa ferme à la campagne pour nous parler de la Russie et des relations de la Turquie avec cette puissance.

Comment expliquez-vous la dernière attaque qu'a faite la Russie dans le jeu énergétique global et la place de la Turquie dans ce jeu ?

Ce ne sont pas tant les efforts de Vladimir Poutine mais bien plutôt la hausse des prix du pétrole dans le monde – qui sont allés de 21 \$ à plus de 80 \$ le

(lire la suite page 7)



Ali Şen

France-OTAN : une nouvelle tentative de rapprochement

Les relations France-OTAN ont toujours été tumultueuses, même si la France a activement contribué à la création

(lire la suite page 2)



*Mireille Sadège

Nicolas Sarkozy et le Proche-Orient



*Pascal Boniface

L'exercice est devenu rituel depuis sa création par Alain Juppé en 1993. A chaque rentrée est organisée à Paris une « Conférence des Ambassadeurs » ; c'est l'occasion de réunir l'ensemble des responsables du réseau diplomatique français et pour les chefs de l'Etat de préciser leur vision de l'état du monde et du rôle que la France doit y jouer. Cette année, l'exercice fut l'occasion pour le nouveau président, Nicolas Sarkozy, de faire un premier grand discours global de politique étrangère. Le sujet avait été dramatiquement absent de la campagne électorale. Devenu président, Nicolas Sarkozy a tenu à imprimer sa marque et à signifier qu'il était lui qui était le patron de la diplomatie française. La prévention d'une confrontation entre Islam et Occident se situe au premier rang des principaux défis auxquels le monde est confronté. Le président français estime que ce choc est voulu par des groupes comme Al Qaïda qui rêve d'instaurer de l'Indonésie au Nigéria un califat rejetant toute ouverture et toute idée de modernité et de diversité. Il prédit que si ces forces atteignent leurs objectifs, le siècle à venir serait pire que le précédent. Ce diagnostic est largement consensuel. Ce qui est nouveau, c'est que pour la première fois, Nicolas Sarkozy a évoqué le conflit israélo-

palestinien et établi un lien entre celui-ci et le risque de confrontation entre Islam et Occident. Les amis inconditionnels d'Israël refusent d'ordinaire le lien entre la perspective d'un choc des civilisations et la perpétuation de ce conflit.

Nicolas Sarkozy assume depuis longtemps sa proximité avec Israël. Il l'a réaffirmé : « J'ai la réputation d'être l'ami d'Israël et c'est vrai, je ne transigerai jamais sur la sécurité d'Israël ». Avant d'être élu président, il s'était rendu à plusieurs reprises dans l'Etat hébreu mais jamais dans les Territoires palestiniens. Il s'était exprimé en faveur de la solution de deux Etats (mais n'est-ce pas la position officielle de toute la communauté internationale, Etats-Unis et Israël compris), sans vraiment préciser les contours d'une solution. Il a été beaucoup plus précis en rappelant bien sûr les paramètres Clinton et le « legs de Taba ». Ces deux solutions fixent un cadre à cette paix bien éloignée des projets israéliens actuels puisqu'elles prévoient la restitution de tous les territoires occupés et le partage de Jérusalem. Si la France admet sa disponibilité, elle rappelle que la paix se négociera d'abord entre Israéliens et Palestiniens. Mais Nicolas Sarkozy met en garde en l'absence d'une véritable dy-

Nicolas Sarkozy reconnaît désormais, non seulement la centralité du conflit israélo-palestinien, mais admet aussi que l'absence de perspectives de paix nourrit les extrémismes.

namique de paix conduisant à la création d'un Etat palestinien. « La création d'un « Hamastan » risque d'apparaître comme la première étape de la prise de contrôle de tous les Territoires palestiniens par les islamistes radicaux » a-t-il déclaré.

Nicolas Sarkozy avait parfois critiqué ce qu'il est convenu d'appeler la politique arabe de la France. Or, la plupart de ceux qui condamnaient cette politique avaient en tête de voir la France cesser de soutenir les revendications palestiniennes et ne plus s'opposer sur ce point à Israël. Il y a donc une évolution de la position de Sarkozy. Ce dernier est culturellement, politiquement plus proche des Israéliens et des Américains que des Arabes. Mais il est pragmatique. Il reconnaît désormais, non seulement la centralité du conflit israélo-palestinien, mais admet aussi que l'absence de perspectives de paix nourrit les extrémismes.

Le président français a également insisté sur son projet d'Union de la Méditerranée qu'il voit comme une contribution de réponses aux risques de confrontation entre l'Islam et l'Occident. Il a proposé une première réunion des Chefs d'Etats au premier semestre 2008. Ce projet méditerranéen est déjà ancien chez Nicolas Sarkozy. Ini-

tialement, le dossier israélo-palestinien en était absent. Sans doute Nicolas Sarkozy espérait que la perspective d'une Union méditerranéenne permettrait de s'affranchir du blocage du dossier palestinien. Il réalise aujourd'hui qu'il est impossible de découpler les deux dossiers.

Concernant l'Iran, de nombreux observateurs ont remarqué la dureté de ton du président, qui a qualifié la crise iranienne de la « plus grave qui pèse aujourd'hui sur l'ordre international ». Nicolas Sarkozy a par ailleurs réaffirmé son opposition à voir l'Iran doté de l'arme nucléaire, perspective pour lui inacceptable. Les Iraniens dressent selon lui une alternative catastrophique : « la bombe iranienne ou le bombardement de l'Iran ». Certains y ont vu un soutien à la position américaine. Mais n'a-t-il pas simplement décrit la réalité dramatique du dossier face aux tentations croissantes des Etats-Unis de recourir à des frappes sur l'Iran ? Il a également parlé d'ouverture si l'Iran respectait ses engagements. Car, outre la catastrophe stratégique que représenterait pour la stabilité mondiale une nouvelle guerre, Nicolas Sarkozy, comme les autres dirigeants européens, ne veut pas être confronté au dilemme : ne pas suivre Washington sur ce point et ouvrir une grave crise avec les Etats-Unis, ou les suivre et créer une grave crise avec sa propre opinion publique.

*Pascal Boniface
Directeur de l'IRIS

France-OTAN : une nouvelle tentative de rapprochement

(Suite de la page 1)

de cette organisation afin d'associer les États-Unis, dans l'après Seconde Guerre mondiale, à la défense européenne. Membre fondateur, dès la création de l'Alliance, la France a toujours voulu être associée à sa direction stratégique aux côtés des Américains et des Britanniques. Mais, très vite, les dirigeants français se rendirent compte de la diminution de leurs responsabilités dans l'organisation politico-militaire de l'OTAN par rapport à l'image qu'ils avaient du statut de la France dans l'Alliance.

Pour le général de Gaulle, la France devait occuper le devant de la scène internationale et, non satisfait du peu de responsabilités détenues par la France dans l'OTAN – et donc de la prédominance anglo-saxonne – il vaudra faire évoluer les rapports France-OTAN. Face aux réticences des Américains, il choisira, en 1966, que la France quitte l'organisation intégrée, soustrayant ainsi son pays à la tutelle

américaine. Cette décision politique, qui n'a pas remis en cause la contribution de la France à l'Alliance, lui a permis d'adopter une position particulière : celle d'un

allié non aligné et c'est ce qui allait permettre à la France de mettre en place sa force de dissuasion nucléaire, d'affirmer son autonomie de décision dans le domaine stratégique et militaire et, enfin, de construire une industrie de défense nationale indépendante.

En 1995, le président gaulliste nouvellement élu, Jacques Chirac, décide de faire réintégrer la France dans l'OTAN. Ainsi, alors que la décision de retrait prise par de Gaulle avait été motivée par l'impossibilité d'une non-transformation de l'OTAN, la décision de Chirac a été plutôt motivée par l'espoir de transformer l'Alliance en profondeur. Plus qu'une remise en cause totale de l'héritage gaullien, l'objectif de Jacques Chirac a été de rééquilibrer l'Alliance dans un sens européen grâce au poids de

la France. Mais le refus des Américains d'attribuer à la France le « commandement sud » a mis fin à ce rapprochement en été 1997.

En 2007, une nouvelle fois, la question d'une réintégration de la France dans l'OTAN se pose, quelques mois après l'élection de Nicolas Sarkozy qui affiche une position plus atlantiste que son prédécesseur, Jacques Chirac. Ainsi, le 27 août, lors de la Conférence des ambassadeurs, il déclarait : « Je souhaite que dans les prochains mois, nous avançons de front vers le renforcement de l'Europe de la défense et vers la rénovation de l'OTAN et de sa relation avec la France ».

Les questions qui se posent sont alors : « Va-t-on assister à un tournant majeur de la diplomatie française ? Cette tentative sera-t-elle réussie ou bien se conclura-t-elle par un nouvel échec ? » Rappelons que la France collabore déjà avec l'OTAN sur de nombreux terrains de conflits comme au Kosovo. Alors, encore une fois, tout comme à l'époque de de Gaulle, la décision de réintégrer

l'Alliance sera une décision politique qui aura pour objectif de souligner un rapprochement des relations entre la France et les États-Unis.

Soulignons enfin que le statut particulier de la France au sein de l'OTAN lui a permis d'augmenter son influence vis-à-vis des Américains et dans le monde ; une réintégration ne risquerait-elle pas alors d'entraîner un affaiblissement de l'influence française ? C'est ce qu'évoque d'ailleurs Hubert Védrine, l'ancien ministre des Affaires étrangères, dans le rapport qu'il a remis récemment au président Sarkozy. Ainsi, selon Hubert Védrine, une perte d'autonomie à l'égard des États-Unis et un ralliement aveugle à l'OTAN pourraient être perçus comme une perte d'influence de la France.

En conclusion, la condition pour que cette réintégration de la France dans l'OTAN réussisse serait qu'elle permette une contribution de la France au renforcement de la défense occidentale mais également à la sécurité collective.

*Mireille Sadège, journaliste,
Docteur en histoire des relations internationales



Général de Gaulle

Chypre : deux nations et un territoire stratégique... (Suite de la page 1)



Mehmet Ali Talat

Pour le moment, nous n'acceptons pas les prétentions injustifiées de la partie grecque à l'hégémonie lorsqu'elle dit : « Je représente toute l'île » et qu'elle prétend exercer un certain droit en dehors des ses propres eaux territoriales en faisant des traités de limitation visant toute la plate-forme continentale et les régions économiques limitrophes.

La République de Chypre, qui est actuellement membre de l'UE et reconnue par les Nations unies, n'est pas un État normal. En effet, bien que sa Constitution soit suspendue à 75 %, elle exerce son pouvoir dans le cadre d'une « doctrine d'obligation » et poursuit ses relations avec le monde depuis 1963, c'est-à-dire depuis 44 ans. Ce n'est pas parce qu'un dysfonctionnement chronique existe depuis 44 ans qu'il constitue une situation conforme au droit. Il est inacceptable que la partie grecque de Chypre, un État non fidèle à sa Constitution, accapare et exploite comme si elle était souveraine, les ressources naturelles sur lesquelles les Turcs chypriotes ont également des droits, aussi bien dans le Sud de l'île que dans le Nord. Je voudrais souligner une autre chose : si l'on tient compte de la longueur du littoral, la RTCN contrôle davantage de côtes que la partie Sud. De ce fait, un nouveau point de discorde opposera Nord et Sud si nous réalisons des recherches de notre côté, tant dans nos propres eaux territoriales qu'en dehors de nos eaux territoriales. Pour cette raison, nous appelons la partie grecque au bon sens et nous demandons qu'elle renonce à cette aventure jusqu'à ce que le problème chypriote soit résolu. Nous sommes néanmoins décidés à protéger nos droits, sachant en outre que la Turquie partage notre point de vue.

qu'elle renonce à cette aventure jusqu'à ce que le problème chypriote soit résolu. Nous sommes néanmoins décidés à protéger nos droits, sachant en outre que la Turquie partage notre point de vue.



Pouvez-vous nous expliquer davantage la « doctrine d'obligation » que vous venez d'aborder ?

Appelée aussi doctrine du désespoir, c'est l'administration de l'État avec la mentalité suivante : « Les Turcs chypriotes n'existent pas mais nous sommes obligés d'administrer cet État ». Ils dirigent l'État selon la Constitution depuis 1963 dans le cadre de la « doctrine d'obligation » avec le motif de la non-représentation des Chypriotes turcs qui ont droit à la parole (30 % pour certains projets de loi et 50 % pour d'autres) en vertu de l'allégation suivante : « Que pouvons-nous faire ? Les Turcs se sont enfuis et ne viennent pas, faut-il pour autant que nous abolissions l'État. » Toutefois, aucun pays ne peut être administré 44 ans dans le cadre d'un tel principe, prévu pour de courtes pé-

riodes. En fait, la partie grecque chypriote se présente depuis 44 ans comme la représentante de toute l'île et les autres pays considèrent comme légal un pays qui mène des activités non conformes à sa Constitution. Cette vision est profondément erronée et on n'a jamais vu – où que ce soit – une telle anomalie être considérée comme acceptable et se poursuivre 44 ans.

La partie grecque signe aussi des traités internationaux bilatéraux comme si elle représentait la totalité de l'île et essaie d'aggraver encore le statu quo de l'île. Par exemple, ses responsables ont signé un accord de défense avec la France, prévoyant la possibilité d'utiliser des ports de la partie grecque de Chypre par des navires de guerre français et, en cas de besoin, l'utilisation des aéroports (comme il a été question lors de l'intervention libanaise). Nous avons manifesté notre mécontentement en transmettant nos réactions au président de la République française, mais notre courrier est resté sans réponse à ce jour.

Malheureusement, la France, en tant que membre permanent du Conseil de sécurité de l'ONU, ne possède pas une approche positive vis-à-vis des Chypriotes turcs, bien qu'il ait été admis, lors de nos divers entretiens, que l'isolement des Chypriotes turcs soit une injustice, y compris par les Français. Mais au lieu de nous soutenir au sujet de la levée de cet isolement, la France dresse des obstacles devant nous et se comporte comme un partisan de la partie grecque sur un grand nombre de sujets, ce qui nous met dans l'embarras.

Vous souhaiteriez donc que la France change d'attitude...

Certainement. Nous estimons qu'un tel comportement n'est pas digne de la France. Elle devrait être impartiale

en tant que membre permanent du Conseil de sécurité. Or la France, après la Russie (la Russie de façon plus claire), soutient ouvertement la partie grecque. De ce fait, j'estime qu'il ne faut pas négliger la responsabilité de la France et de la Russie dans la non-résolution du problème chypriote.

Où en sont vos relations avec l'UE et les États-Unis ?

Selon nous, l'UE semble bel et bien s'être résignée ces derniers temps au contrôle de l'île par la partie grecque et elle continue à donner davantage son appui à la partie grecque sous le motif de « l'augmentation de la solidarité ». C'est la raison pour laquelle il n'est pas question qu'elle joue un rôle dans la résolution du problème chypriote. Toutefois, nos échanges se poursuivent avec l'UE et nous n'avons aucune intention d'abolir

totale nos relations avec elle. Si l'UE pouvait afficher une position plus ferme et volontaire, elle pourrait mettre fin à l'attitude abusive de la partie grecque. Car dans la levée de l'isolement imposé aux Chypriotes turcs, la plus grande responsabilité incombe à la plus grande puissance en présence, c'est-à-dire l'UE. De ce fait, un rôle important échoit également à la France comme pays leader de l'Union.

En tant que Chypriotes turcs, nos relations avec l'UE remontent aux années 1960 et nous avons réalisé de 1973 à 1994 des exportations vers l'UE avec un « tarif au choix ». Puis nos exportations ont été arrêtées par une décision de la Cour internationale de Justice en 1994 et, actuellement, nos exportations ne peuvent être réalisées qu'avec un « tarif au choix », c'est-à-dire en dehors du tarif douanier commun, ce qui rend nos tarifs moins concurrentiels et pèse négativement sur nos exportations.

Un règlement ayant trait au commerce direct est toujours en attente. Le « règlement relatif au commerce direct », sur lequel la partie grecque a mis son veto et que l'UE n'ose plus ratifier, est un projet de loi destiné à rendre possible le commerce direct entre la RTCN et l'UE. Or ce règlement, qui a été soumis au Conseil en juillet 2004, est toujours en attente. C'est encore une raison minant les chances de réussite de l'UE dans

la résolution du problème chypriote. Néanmoins, elle pourrait jouer un rôle important dans la levée de l'isolement subi par les Chypriotes turcs et elle semble tarder à vouloir utiliser son potentiel existant.

Les contributions que les États-Unis pourraient apporter à la levée de l'isolement sont davantage limitées car le marché des États-Unis n'est pas une priorité pour nous, tant en raison de la distance que de la nature de nos produits. En conclusion, loin d'être excellentes, nos relations avec l'UE sont, à ce jour, tout juste satisfaisantes et les États-Unis, de leur côté, reconnaissent aussi la partie chypriote grecque comme

étant le seul représentant légal de Chypre, commettant ainsi la même erreur que les autres pays.

Continuez-vous d'espérer la résolution du problème ?

Je ne vois pas de raisons pour que l'espoir nous quitte, d'autant que si l'espoir s'épuisait, l'envie de travailler disparaîtrait avec lui. Ceci dit, je suis optimiste et j'ai bon espoir de voir la fin de cette crise qui n'apporte rien à aucune des parties en présence. Sans aucun doute, je crois qu'espérer est la bonne attitude et c'est avec espoir, bonne foi et une grande envie de réconciliation que nous travaillons. Voilà quelle est ma position et je vais continuer ainsi.

Propos recueillis par
Hüseyin Latif et Nagehan Tam

L'UE pourrait jouer un rôle important dans la levée de l'isolement subi par les Chypriotes turcs et elle semble tarder à vouloir utiliser son potentiel existant.

Depuis l'an 2000...



...nous sommes à votre service, et nous faisons tout pour rester votre partenaire le plus proche.
QUALITE et RAPIDITE sont nos mots d'ordre .

- * Traduction écrite en toutes langues (Administrative, juridique, commerciale, technique, médicale)
- * Spécialisé turc/français et français/turc
- * Interprétation simultanée et consécutive
- * Organisation de réunions et séminaires
- * Service de guide professionnel

trio
TRADUCTION & ORGANISATION

www.trio-zeta.com

TRIO Tercüme ve Organizasyon, Orgeneral İzzet Aksular Caddesi, Ordu Yapı Koop. 1A Blok D25, 4. Levent 34330 İSTANBUL
Tel: +90 212 268 30 94 Faks: +90 212 268 30 96

Les relations hispano-turques dans le contexte économique et politique actuel



S. E. Ender Arat

Parallèlement au soutien que l'Espagne continue d'apporter à la candidature de la Turquie à l'UE, les bonnes relations entre les deux pays se poursuivent. S.E. Ender Arat, ambassadeur de Turquie en Espagne, analyse pour nous les perspectives d'avenir. L'Espagne est favorable à l'adhésion de la Turquie à l'Union européenne. Que ce soit le gouvernement, les intellectuels ou le peuple, tous les Espagnols se sentent impliqués dans cette candidature, peut-être parce que l'Espagne a été, il y a quelques années, dans la même situation. Bien sûr, la Turquie doit procéder à un certain nombre de réformes. Mais à moyen ou long terme, cette entrée pourrait se révéler possible et cela, les Espagnols l'ont bien compris. Ainsi pour l'Espagne la Turquie est le maillon manquant qui permettrait à l'UE de se prévaloir d'une puissance mondiale.

Une entraide mutuelle

Bien que l'Espagne soit devenue la neuvième puissance mondiale, elle n'a aucune expérience internationale en Europe, au Moyen-Orient, en Russie ou en Asie. Mais elle en a une certaine en Amérique latine et en Afrique, ce qui peut lui permettre de s'ouvrir à des marchés comme la Turquie. Les Turcs, en revanche, sont très présents au Moyen-Orient comme en Afghanistan par exemple. L'Espagne voit donc en la Turquie une possibilité d'étendre son influence vers les pays orientaux. Cette ouverture de l'Espagne vers

la Turquie a failli se faire avec Aznar et s'est concrétisée avec Zapatero qui s'est lui-même déplacé en Turquie le 12 novembre dernier afin de signer un accord stratégique. L'Espagne et la Turquie vont développer leur économie ensemble en éliminant les barrières concernant les échanges et les investissements. Dans le domaine commercial, les chiffres de l'an dernier estiment la valeur des échanges entre les deux pays à 6 milliards d'euros, dont 800 millions au bénéfice de la Turquie. Les secteurs d'échanges sont principalement l'automobile, le textile, le ciment mais aussi l'énergie qui prend de plus en plus d'importance. Les pays d'Europe, notamment l'Espagne, sont très intéressés par les ressources énergétiques de la

Turquie. Un séminaire va d'ailleurs être organisé à Barcelone sur le sujet de la diversité des ressources énergétiques de l'Europe et de la Méditerranée, dont la Turquie et l'Espagne font partie. Bien que, juste avant les élections législatives en Turquie, le gouvernement ait décidé de bloquer les projets énergétiques, ils ont décidé de reprendre ces projets, que ce soit avec le gaz ou le pétrole. Pour le gaz, l'objectif est de contrer le monopole du géant russe, Gazprom. Dans le domaine énergétique, d'autres possibilités de coopération entre la Turquie et l'Espagne existent : pour envisager d'entrer dans l'Union, la Turquie va devoir faire des efforts de construction de barrages hydroélectriques. Elle pourrait faire appel aux Espagnols qui ont des compétences dans ce domaine. Le ciment est aussi un produit qui permet de créer un lien économique et commercial entre les deux pays. Actuellement, deux compagnies espagnoles ont découvert les cimenteries de Turquie et les exploitent.

Pour l'Espagne, la Turquie est le maillon manquant qui permettrait à l'UE de se prévaloir d'une puissance mondiale.

La bonne qualité des produits, des ressources et du savoir-faire en Turquie sont autant de facteurs qui favorisent la collaboration entre deux pays. La complémentarité évidente de ces deux pays génère la confiance des autorités. D'ailleurs, l'actuel chef du gouvernement espagnol Jose Luis Zapatero a lancé un plan d'alliance des civilisations et a choisi la Turquie comme partenaire dans ce projet. Par le passé, beaucoup de juifs espagnols ont trouvé refuge dans l'empire ottoman, ce qui a créé un lien intemporel entre les deux pays. Cela est l'élément bâtisseur du projet de Zapatero. Par ailleurs des grandes compagnies turques – comme la société Koç – s'y sont installées. Ces entreprises sont présentes à la fois pour le marché espagnol et pour les marchés d'Amérique latine.

La Turquie dans le projet de Nicolas Sarkozy

Lorsque le président français, Nicolas Sarkozy, a lancé l'idée d'une union méditerranéenne, il a pensé que la Turquie pourrait en faire partie à défaut de ne pas pouvoir être membre de l'UE. De cette manière, il n'exclut pas totalement ce pays. Le lendemain de l'annonce de ce projet, le ministre espagnol des affaires étrangères, M. Moratinos, a déclaré à l'Assemblée que la Turquie est un pays qui négocie, qui se bat pour faire partie de l'Union et qu'il faut maintenir ce processus. De plus, l'Espagne n'approuve pas totalement le projet d'une union méditerranéenne car elle pense l'avoir déjà créée en 1985 avec le Processus de Barcelone –Euromed – auquel la France et la Turquie ont adhéré. Notons qu'un des éléments de ce projet inquiète l'Espagne : certains pays que le président français veut impliquer dans cette union n'ont jamais été

Agence « Invest in Turkey » à Madrid



Sous le haut patronage de S.E. Ender Arat, ambassadeur de Turquie en Espagne, le directeur de l'Agence Invest in Turkey, Monsieur Alpaslan Korkmaz, a donné, le mardi 25 septembre à Madrid, une conférence afin d'informer les milieux d'affaires espagnols des possibilités d'investissement en Turquie.

Avec son enthousiasme habituel, Monsieur Alpaslan Korkmaz a su, après les Français, séduire les Espagnols et attirer leur intérêt sur les atouts que représente la Turquie et toute l'aide et le soutien que son agence peut leur apporter, comme à tous les investisseurs potentiels étrangers en Turquie.

véritablement complémentaires, notamment dans le domaine commercial. Comment, dans ce cas, les partenariats économiques vont-ils pouvoir se créer ? Il faut savoir également que ce projet de Nicolas Sarkozy reste à être concrètement défini puisque le président français n'a encore présenté aucun document officiel. Ce qui est sûr malgré tout, c'est que la Turquie devrait faire partie de ce projet si tant est qu'elle accepte ce dernier au détriment de celui qui concerne son entrée dans l'UE. Nicolas Sarkozy sait parfaitement qu'il va devoir jouer la carte de la persuasion avec la Turquie et ne pas commettre d'erreur.

Propos recueillis par Mireille Sadège et Marine Deneufbourg

L'Institut Cervantes : la culture hispanique et la langue espagnole en Turquie

Cet institut a été fondé en 1991 en collaboration avec tous les instituts de culture et de civilisation espagnols à l'étranger. L'Espagne a de très bonnes relations avec la Turquie et elle soutient d'ailleurs la candidature de la Turquie à l'UE. Alors, comment cet institut culturel contribue-t-il au renforcement des relations entre les deux pays ? Son Directeur M. Pablo Martín Asuero nous en parle.

Pouvez-vous nous faire une présentation de l'Institut ?

Désormais, nous accueillons plus de 1000 élèves par an. L'Institut représente l'unique librairie et bibliothèque espagnole du pays avec environ 10 000 produits disponibles entre les DVD, les CD et les méthodes d'enseignement de l'espagnol. C'est aussi l'unique endroit où l'on donne des cours de formation continue aux professeurs d'espagnol langue étrangère. Nous sommes devenus un centre turc de référence pour la culture espagnole. Notons que le centre culturel Cervantes n'est pas qu'hispanique, il va au-delà de la culture de l'Espagne, assurant la promotion de la culture espagnole, c'est-à-dire espagnole et latino-américaine. Ainsi, nous organisons des expositions sur Cuba ainsi qu'un cycle de films argentins. Nous donnons également des cours d'espagnol

commercial, de conversation.

Délivrez-vous des certificats ou des diplômes ?

Oui, nous délivrons un certificat qui s'appelle DELE, diplôme d'espagnol langue étrangère.

Et au niveau culturel, quelles sont vos principales activités ?

Nous attachons par exemple beaucoup d'importance au flamenco et à la guitare, c'est pourquoi de nombreuses manifestations sont organisées par l'Institut autour de cette culture musicale.

Peut-être cet intérêt vient-il aussi du resserrement actuel des relations économiques entre l'Espagne et la Turquie ?

L'Espagne est en effet devenue le 7e pays qui investit le plus en Turquie. De plus, les Turcs se retrouvent dans les Espagnols car ils ont eu le même passé, fait de conflits de religions, de pertes de territoires, etc. L'Espagne et la Turquie ont aussi pour point commun de constituer une sorte de pont entre deux continents : entre l'Europe et l'Amérique latine

pour l'un et entre l'Europe et l'Asie centrale pour l'autre.

Quelle image les Espagnols ont-ils des Turcs ?

Il y a longtemps, leur image n'était pas bonne chez nous car ils représentaient les ennemis de la foi, notamment pendant la dictature du très catholique Franco. Mais à partir des années 80, la Turquie s'est ouverte au tourisme et beaucoup d'Espagnols venus en Turquie en sont repartis avec une image très positive. Les Espagnols aiment le contact avec les gens et les Turcs sont très chaleureux et ouverts. La nourriture et la culture de quartier sont deux choses que les Turcs et les Espagnols ont en commun et cela nous a aidés à nous sentir très à l'aise ici, en Turquie.

Et vous, que pensez-vous de l'adhésion de la Turquie à l'UE ?

Je me rappelle quand l'Espagne est entrée dans l'UE, c'était l'année de mon baccalauréat, en 1984, et cela a permis au pays d'améliorer sa situation économique. Aujourd'hui, l'UE tente de donner une chance à la Turquie

d'achever son projet de modernisation. Pour moi, l'Union est, pour un pays comme la Turquie, à la fois un moyen et un objectif : un moyen pour se moderniser dans l'objectif de s'adapter à l'Europe. Mais en tant qu'observateur, je vois que l'UE tient un double langage avec la Turquie, une sorte de « oui, mais non », alors que cela n'a pas été le cas pour d'autres pays. Prenons l'exemple de la Bulgarie et de la Roumanie, deux pays récemment entrés dans l'UE : il subsiste de nombreuses questions de groupes minoritaires qui ne sont pas réglées dans ces deux États, et même des questions de frontières. Mais on a accepté ces pays dans l'UE sans ouvrir de débats autour de ces questions. Pour la Turquie, c'est différent et les problèmes de ce type sont devenus un prétexte pour rendre difficile son adhésion à l'UE. On peut aussi soupçonner une certaine hypocrisie de la part des pays membres qui redoutent, en fait, le potentiel et le poids politique de la Turquie au sein de l'Union. Moi, je ne vois aucune raison empêchant la Turquie de faire partie de l'UE. Culturellement et historiquement, elle possède un passé européen, la mer Noire et la mer Egée qui la bordent font partie du patrimoine européen.

Propos recueillis par Müge Gürs et Marine Deneufbourg



Pablo Martín Asuero

Le problème de la représentation des communautés



*Garip Turunç

Le problème de la représentation des communautés, religieuses, nationales ou des autres groupes sociaux, dans une société jacobine comme l'est la nôtre, pose tout le problème du politique, du rapport entre la volonté exprimée et la représentation l'exprimant. On parlera ici de l'urgence démocratique qu'il y a à faire place à un véritable travail de représentation, puisque la légitimité politique d'un « régime » de société, son acceptabilité, dépend du sentiment de légitimité et de l'acceptabilité de ses formes de représentation.

Il s'agit au fond d'un problème politique général qui surgit à l'occasion de chaque consultation populaire, comme nous avons pu l'observer au cours des dernières élections : ce n'est pas seulement la prétention des sondages d'opinion à dire « les Turcs veulent que », c'est aussi la question de savoir qui représente les femmes, les enfants, les personnes âgées, mais aussi les sans-travail, les minorités culturelles ou religieuses, etc. Qui peut parler « à leur place » ? Tous ces « faibles en paroles », faut-il qu'ils aient des représentants, des « figures » médiatiques qui les incarnent ? Ou bien faut-il dénoncer toute prétention de qui que ce soit à les « présenter » ? Ou encore peuvent-ils (assemblés en corps électoral mais comment ?) élire leurs représentants, mais alors ne tombe-t-on pas dans le communautarisme ? Quelles sont les différences légitimes qui donnent droit à une représentation spécifique, et pourquoi ces représentations devraient-elles se donner en miroir de l'unanimité du groupe représenté ? Ou bien faut-il faire place aux non-responsables, pointer les limites de la représentation ?

D'où nous vient ce problème ? C'est probablement « la faute à Rousseau », dans la mesure, en effet, où toute la philosophie politique moderne n'est, depuis 1762 (parution du Contrat Social), que le reflet des notes en bas de page de Rousseau affirmant

à propos de la souveraineté que « la volonté ne se représente pas ». Personne ne peut vouloir à ma place, mais je peux me fixer de manière adulte et autonome des lois auxquelles je me soumetts de moi-même. C'est l'émergence de la figure du « citoyen », participant sans cesse à une sorte de démocratie directe, immédiate. La volonté souveraine ne se représente pas, ou sinon elle s'aliène et, plus généralement, le roi ne peut représenter la volonté de Dieu et le parlement ne peut représenter la volonté du peuple. Le problème posé par cette maxime au moment de la Révolution française est que si l'on n'organise pas, avec des médiations acceptées, une représentation légitime, il faudra bien incarner la volonté générale dans l'unité d'un individu : c'est Robespierre et la Terreur, d'après la fameuse lecture qu'Hegel en propose. Pour ce dernier, au contraire, la volonté souveraine ne se réalise pleinement qu'en acceptant d'être représenté, d'être « aliéné », de se diviser et de devenir ainsi discutable, de passer dans une figure non seulement légitime mais légale de sa représentation : la liberté se réalise par la médiation des lois. Depuis lors, les débats sur la « représentation » et sur la « représentativité » se sont compliqués, mais à l'intérieur du champ ouvert par cette question. Et la forme jacobine de la mentalité politique turque se glisse parfaitement dans le rêve supposé « rousseauiste » d'une société unanime, où la volonté générale, dès lors qu'on lève le nez de ses intérêts particuliers, ferait consensus. La nation est seule souveraine et ne reconnaît aucune limite à son autorité ; avec un système de laïcité qui vise à donner à l'État séculier un contrôle maximal (Dinayet) sur un phénomène religieux dont l'influence dans la société est massive, en s'efforçant de faire entrer tous les citoyens turcs dans un modèle unique, paradoxalement moins pluraliste que celui des millets ottomans. Certes, l'État turc est relativement moderne et développé, mais il garde toujours des attitudes – notamment l'autoritarisme envers

ses citoyens – héritées du passé ottoman le moins démocratique et il ne correspond que partiellement à la société civile ; en ce sens, il n'est guère impartial. La Constitution actuelle place le pouvoir de l'État au-dessus des droits fondamentaux des individus, comme la liberté d'expression, fortement restreinte par les articles 26 à 29. L'État se vide ainsi de la substance normative qu'il devait à l'ambition incarnée en lui, et n'a jamais voulu faire figure d'instance en surplomb, de lieu à part et au-dessus où se détermine l'existence collective. Il est pour de bon représentatif, si l'on entend par-là qu'il cherche, sur le plan de l'administration et de la gestion technocratique, l'efficacité d'un consensus minimal sur le choix des moyens, éventuellement en dehors de tout débat sur les finalités. Dans notre cas, où il s'agit de la représentation des milieux des communautés, les instances publiques gestionnaires auront tendance à réduire les interlocuteurs et les associations à leur utilité dans une disposition de services, à leur opérativité. On ne demandera surtout pas de réflexion politique sur les buts des services rendus et des opérations effectuées et tout conflit, tout désaccord, sera éliminé comme un gaspillage inutile, un trouble. De l'autre côté, le plan de la rhétorique du corps social et de ses souffrances manipulera plutôt le désir social d'unanimité, éventuellement dans l'exclusion de la diversité des points de vue, et dans l'exclusion des autres. Là encore, c'est l'unité jacobine qui l'emporte (par exemple, on assistera toujours au déni d'une dimension politique d'une minorité nationale), et tout débat politique, tout désaccord, doit être tu.

Représentant de la société civile, l'État est en réalité appelé à remplir le rôle d'instituant des identités qui le composent. C'est dans la relation avec lui qu'elles se forment. L'État n'assoit sa légitimité qu'au travers d'un effort permanent pour s'associer à l'existence des composantes de la société civile. Il faut ajouter en sens inverse : ces composantes, qui se veulent autant de foyers identitaires,

ne parviennent à se déployer effectivement comme identités qu'au travers de l'espace de représentation que l'État leur assure. Ces communautés d'identification ont besoin de cet État à l'extérieur duquel elles veulent se situer et dont elles veulent qu'il reconnaisse leur extériorité, pour se définir et s'assurer d'elles-mêmes. On attend donc de lui qu'il les aide à se constituer, qu'il leur fournisse les moyens de se manifester et non pas de les faire taire. L'État représentant, c'est l'État chargé, pour commencer, de permettre à la société qu'il doit représenter de s'organiser indépendamment de lui. L'attente de la représentation s'en trouve changée ainsi à la fois dans son fond et dans sa forme. Représenter voulait dire dépasser les différences entre les êtres et entre les groupes afin d'arriver à manifester la vérité du collectif dans l'unité de sa volonté, cela veut dire exhiber les différences, les assurer de leur visibilité dans l'espace public, faire en sorte qu'elles demeurent lisibles à tous les moments du processus public, qu'elles ne se perdent pas en route dans l'élaboration de la décision collective. Aussi, les voies selon lesquelles la délibération publique s'exprime revêtent-elles dans cette optique, une valeur stratégique. Elles sont l'armature de ce dispositif de démonstration grâce auquel, idéalement, l'incorporation dans le débat de toutes les composantes du corps social pourrait être assurée, en même temps que leur identité distincte serait préservée, et notre démocratie respectée. Cela sera-t-il possible sans l'émergence d'une nouvelle grammaire de l'action publique et de la politique ? La situation politique de notre pays, avec la nouvelle ère qui s'ouvre, laisse une place à l'optimisme. L'idée d'une nouvelle République a été lancée et il existe désormais un espace politique suffisant pour relever le contenu de ce défi historique qui pourrait nous rapprocher un peu plus d'une pleine maturité démocratique.

*Garip Turunç

Maître de Conférences à l'Université Montesquieu-Bordeaux IV
Professeur associé à l'Université Galatasaray d'Istanbul

Le nouveau président turc: Abdullah Gül

(Suite de la page 1)

est le XI^e président de la République turque. Issu d'une famille de la petite bourgeoisie anatolienne, il est né en 1950 à Kayseri et il est marié, et père de trois enfants. Économiste de formation, M. Gül est aussi un fin diplomate ; partisan de l'entrée de son pays dans l'UE, il est l'artisan de l'ouverture des négociations et il a été à l'origine des réformes démocratiques nécessaires à l'adhésion de la Turquie à l'UE. Abdullah Gül travaille en tandem avec le Premier ministre Erdoğan et, le 17 décembre 2004, ils sont rentrés vainqueurs de Bruxelles où le Conseil européen venait de donner son feu vert aux négociations après d'âpres discussions. Par ailleurs, il a joué un rôle de première importance en tant que ministre des Affaires étrangères dans les discussions sur Chypre en défendant le plan de l'ONU pour la réunification de l'île. En 2001, il est décoré de la Médaille pour le Mérite du Conseil de l'Europe et devient associé honoraire de l'Assemblée parlementaire du Conseil de l'Europe. Docteur en économie, il a étudié à Istanbul, puis à Londres avant de travailler, entre 1983 et 1991, comme cadre supérieur, dans

la Banque islamique de développement à Djeddah en Arabie saoudite.

Il fait ensuite ses armes politiques dans le mouvement islamiste de Necmettin Erbakan, le Refah Partisi (Parti du Bien-être) dont il sera élu député en 1991. En 1996, Abdullah Gül devient porte-parole du gouvernement de coalition regroupant les islamistes et le Parti de la juste voie. Un an plus tard, le parti Refah est chassé du pouvoir sous la pression de l'armée puis interdit. Par la suite, Abdullah Gül prend ses distances avec Erbakan et la rupture est consommée lorsqu'il se présente contre son mentor au congrès fondateur du Parti de la vertu en 1999. Les « modernes » sont battus, mais de cet échec naîtra en 2001 le Parti pour la justice et le développement (AKP), le parti qu'il a fondé avec Recep Erdoğan. L'AKP se veut moderniste, conservateur sur le plan des mœurs, mais libéral en économie et surtout proeuropéen. En 2002, il est réélu une nouvelle fois député et devient Premier ministre en raison de l'inéligibilité de Recep Erdoğan, avant de lui rendre sa place en 2003, devenant alors ministre des Affaires étrangères.

Le chef de l'État turc a des compétences limitées mais dispose d'importants pouvoirs en matière de nomination dans la haute fonction publique. Après l'annonce de son maintien dans la course à la présidence, le candidat de l'AKP a assuré : « Le renforcement et la défense des valeurs républicaines seront mes priorités. » Actuellement l'AKP travaille à une prochaine grande réforme libérale de la Constitution afin de sortir définitivement du système mis en place après le coup d'État de 1980.

Réactions

La France salue l'élection de M. Gül, en souhaitant que sa présidence soit d'une part l'occasion d'un renforcement durable des relations entre nos deux pays et, d'autre part, qu'elle permette la poursuite des réformes engagées en Turquie.

Le président de la Commission européenne, José Manuel Barroso, a déclaré à ce sujet qu'un « nouvel élan » pourrait être donné aux négociations d'adhésion de la Turquie à l'Union européenne.

DROIT À L'ÉVASION ?

oui!

dans votre agence de voyages ou
www.marmara.com
0892 161 161 (0,33 €/min)

Turquie Week-end Happy
Istanbul ***

229 €*

2 nuits en petit déjeuner, vols inclus !

*Taxes aéroport et frais de dossier de 49 €, soit un total de 278 €

Le monde des livres en Turquie

Que lisent les Turcs, quelles sont leurs lectures préférées, quels sont les tirages et les problèmes liés à la vente et à la publication des œuvres littéraires en Turquie ? Responsable de sélection des œuvres pour l'éditeur « Can yayinevi », Monsieur Celal Üster a bien voulu répondre à toutes nos questions.

Comment jugez-vous, avec l'œil d'un homme de littérature, l'augmentation du nombre de livres et des points de vente de ces livres ? Dans le passé, il n'existait que de grandes librairies connues pour acheter nos livres.

Pour analyser cette augmentation, il ne faut pas seulement considérer la littérature. Ces dernières années, les titres de livres ont plus augmenté que les tirages. Les domaines où prend place la publication se sont diversifiés et le nombre d'écrivains s'est multiplié. Par exemple, auparavant la publication de livres dans le domaine des livres de mémoires et des biographies n'était pas aussi répandue. Malgré cela, il n'y a pas eu une grande augmentation dans le nombre de livres. Autrefois, par exemple dans les années 70, une édition portait sur 5 000 exemplaires d'un livre. Puis, au fur et à mesure, le nombre des tirages a diminué. Aujourd'hui, un grand nombre de livres sont publiés à seulement 1 000 exemplaires. Bien sûr, cela ne concerne pas les livres qui font partie des best sellers. Par contre, certains ne sont imprimés qu'à 500 exemplaires. Même une nouvelle édition d'une œuvre de Jorge Luis Borges ne dépasse pas 500 exemplaires imprimés. Il est de même important qu'une grande quantité de livres ne soit pas accumulés en stock. Par ailleurs, le fait de sortir des éditions plus fréquentes peut en effet réduire le coût.

Les livres vendus entre 1,5 et 2 YTL ne dévalorisent-ils pas l'auteur et ceux qui publient un livre ?

Vous avez raison. Personne ne s'oppose aux livres bon marché, mais ceci est une situation trompeuse : le livre d'un écrivain que l'on compte vendre à beaucoup d'exemplaires est édité à 200 000 unités mais sur du papier de mauvaise qualité et avec une couverture négligée. Ceci entraîne un problème qui est le suivant : à l'avenir, vous ne pourrez pas vendre à un prix normal un autre livre de cet écrivain. Néanmoins, les livres très bon marché ne se vendent pas forcément beaucoup. Les maisons d'édition possèdent aussi une technique de vente qui est la suivante : les maisons publient un autre type d'œuvre d'un écrivain dont les romans sont connus du public, sans indiquer quel en est le sujet et le lecteur ordinaire l'achète en pensant qu'il va lire son roman.

Les lecteurs turcs lisent-ils des livres d'écrivains étrangers ? Préfèrent-ils les écrivains locaux ?

Nous ne pouvons pas parler d'un tel choix. La masse de lecteurs avisés et qui choisissent eux-mêmes l'écrivain qu'ils vont lire augmente de plus en plus en Turquie.

Pouvons-nous parler en Turquie d'une masse de lecteurs constants ?

Nous pouvons dire qu'il existe une masse de lecteurs constituée de 5 000 à 6 000 personnes qui ont de l'influence dans la culture littéraire, qui suivent tous les livres et qui vivent le plus souvent dans les grandes villes.

À votre avis, où se situe le roman turc au sein de la littérature mondiale ?

La littérature turque vit les mêmes changements que l'ensemble de la littérature mondiale. De très bons écrivains apparaissent, en petit nombre, mais néanmoins, un nombre important d'œuvres littéraires de qualité médiocre sont publiées. Le fait que les médias imposent à la société turque la culture de magazine dans la publication de la littérature quelconque est un facteur important. Les romans qui sont le fruit de cette culture sont

beaucoup trop lus. Dans les médias turcs, certains veulent des scandales et essaient de donner une valeur sensationnelle aux romans. En outre, certains écrivains préfèrent écrire de cette manière. Les soucis littéraires sont mis à l'arrière-plan, alors que ceux du chiffre des ventes apparaissent comme prioritaires. À cet égard, il serait peut-être possible de parler de démocratie. Autrefois, les gens s'approchaient de la littérature plus respectueusement et en ayant cependant une crainte alors que de nos jours, cela n'a plus cours. La quantité a augmenté au détriment de la qualité, en baisse constante.

Comme vous le savez, des livres de grand format font leur apparition sur le marché en Europe. Ils sont imprimés en caractères plus grands et la qualité du papier est différente. Cela dit, il existe parallèlement des livres de poche selon la politique de la maison d'édition.

Or, ceci n'a pas lieu en Turquie et les livres mal imprimés et de petit format sont encore chers.

Par rapport aux années 60-70, le nombre de maisons d'édition portant un réel intérêt à la qualité des livres a en réalité augmenté. La tradition d'imprimer de « beaux livres » n'existe pas chez tous les éditeurs. Ils publient à un prix de plus en plus abordable la version de certains livres en volume relié ou également en volume broché. Mais une telle chose n'existe pas en Turquie. Pourtant, de notre côté, nous avons commencé à imprimer, ces derniers temps, des versions de livres sans couverture et ceux-ci ont suscité un grand intérêt ; il existe même des lecteurs particuliers qui veulent conserver ces livres. Le choix de la forme de l'édition dépend beaucoup des conditions économiques de la vie en Turquie. Je ne trouve tout de même pas très élevé le prix des livres : si nous considérons que le prix d'un paquet de cigarettes est de 5 YTL, les tarifs des maisons d'édition ne sont pas excessifs.

La masse de lecteurs avisés et qui choisissent eux-mêmes l'écrivain qu'ils vont lire augmente de plus en plus en Turquie.



Celal Üster

D'ailleurs, ces maisons d'édition ne mettent pas ces livres sur le marché pour ne pas être défavorisées mais, du fait que la Turquie devient pauvre et qu'elle s'éloigne des produits culturels, on a l'impression que les livres sont chers. En effet, un grand nombre de produits sont chers. Hélas, la première chose que nous abandonnons, c'est la culture.

Pouvez-vous parler un peu de vous ?

Je suis né à Istanbul. J'ai suivi ma scolarité au lycée Terakki, au Lycée anglais de garçons et au collège Robert, puis mes études supérieures dans le Département de philologie anglaise de l'Université d'Istanbul. J'ai commencé dès le collège à faire des essais de traduction dans une revue littéraire et, lorsque j'étais étudiant en philologie, la revue qui était dirigée par Mehmet Fuat fut, à Çağaloğlu, une deuxième école pour moi. Comme mes traductions avaient été publiées, j'ai ouvert à Laleli une librairie qui a tenu un an et que j'ai par la suite fermée, tout en continuant toujours à traduire. J'ai travaillé deux ans aux Éditions Adam puis, Aydın Emeç ayant reçu une proposition pour les pages culturelles de la part du journal Cumhuriyet, il m'a proposé de travailler ensemble et nous sommes passés à Cumhuriyet où je suis resté jusqu'en 1992. Ensuite, j'ai été au Journal Evrensel où je continuais à diriger les pages culturelles. Après cela, j'ai travaillé avec Rafi Portakal pour la « Revue P » à laquelle je continue à collaborer également de nos jours, tout en me consacrant profondément aux Éditions Can.

Propos recueillis par Hüseyin Latif

Les dirigeants et le management à l'ère de la mondialisation



*Hasan Latif

Le paradigme est un système de pensée, une norme intellectuelle qui comporte une série d'hypothèses fournissant à l'être humain un point de vue fondamental et non commutatif pour la perception et la compréhension du monde et des événements. Durant les vingt dernières années, les fusions d'entreprises et la globalisation ont donné naissance à des changements importants dans la pensée et le concept de management et d'administration.

La théorie du chaos présume que les organisations sociales aussi (en tant que systèmes dynamiques et complexes) abritent ensemble l'ordre et le désordre. Les événements surgissant dans les organisations sociales sont liés aux coïncidences plutôt qu'à des résultats prévus. Selon la théorie du chaos, un paradigme imaginant que les dirigeants peuvent prévoir les événements à venir et à les contrôler n'est plus valable. Au lieu de cela, c'est la philosophie du management envisageant des organisations flexibles, s'adaptant rapidement aux changements environnemen-

taux, devant être en relation proche avec ses clients et son entourage qui gagne de l'importance. Le point de départ de cette philosophie du management est que les dirigeants doivent moins s'intéresser au planning détaillé et aux fonctions de contrôle et, au lieu de s'intéresser à la gestion de l'équipe, à la création des coopérations et aux activités quotidiennes, ils doivent s'orienter sur la voie de solutions capables de mettre fin aux problèmes intéressant la totalité de l'établissement.

Les fusions entraînent obligatoirement des restructurations. Dans cette nouvelle conception du management, les responsables doivent être assez flexibles et prêts à travailler pour des patrons différents dans un environnement où des cultures de nouvelle entreprise dominent. L'ère des dirigeants travaillant toute leur vie dans une seule firme et restant fidèles à leur patron est désormais finie. La diminution des dirigeants d'échelle

moyenne a rendu obligatoire pour ceux qui restent de faire une production très élevée et d'accepter dès le début le dynamisme de la fonction.

La globalisation a rendu obligatoire, pour les dirigeants, la pensée globale et l'action locale. Les pays riches importent des pays voisins 40 % des pièces qu'ils utilisent dans leur production. Ainsi, les entreprises étrangères actives aux États-Unis employant des milliers d'Américains ont un pouvoir important dans ces pays. Selon certains spécialistes, la globalisation peut créer une grande menace de management et c'est pourquoi les entreprises

américaines ont commencé à perdre des parts de marché dans le monde entier.

Les pays membres de l'UE précisent qu'ils vont moins permettre que dans le passé la circulation des produits, des capitaux et de la main-d'œuvre. Le marché commun constitué par ces pays sera plus grand que

les États-Unis en substance et les firmes appartenant aux pays européens vont grandir encore plus, devenir plus fortes et plus compétitives à l'échelle mondiale. Quant aux firmes américaines, elles essaient de neutraliser les obstacles probables auxquels elles pourraient devoir faire face dans le futur afin de gagner du terrain, leur permettant de survivre en Europe. Toutefois, alors que les pays membres du NAFTA (l'accord de libre-échange nord-américain) réduisent les limitations commerciales entre eux pour constituer un autre marché commun, les organisations comme la coopération de Shanghai orientent vers des recherches d'activité dans le processus de globalisation et forcent les dirigeants à agir dans la mentalité multinationale, voire supranationale, globale et non locale.

À partir de ce point de vue, il est possible de dire que les dirigeants gagnants du futur vont être choisis parmi les candidats qui peuvent dépasser les limites, qui parlent très bien deux ou trois langues et la langue de commerce internationale et qui peuvent comprendre les différences culturelles.

**Dr. Hasan Latif, l'Université de Sakarya*

La Turquie : un « pont énergétique » entre l'Europe et la Russie (Suite de la page 1)

baril – qui ont récemment enrichi la Russie et, à mon avis, Poutine va transformer la Russie, d'ici 25 ans, en la plus grande puissance du monde. Or, ce n'est pas Poutine qui a décidé ce changement dans les prix, ce mouvement est entièrement conjoncturel, ce sont les conditions économiques mondiales qui ont transformé la Russie, particulièrement les mouvements autour du pétrole. Les réserves pétrolières se réduisent dans le monde et la Russie fait partie des rares producteurs pétroliers exportateurs. De ce fait, la hausse du prix, due à une demande sans cesse en hausse, fait que la Russie a pu engranger de plus en plus de bénéfices.

En second lieu, signalons l'apparition d'une nouvelle source d'énergie alors que des ressources pétrolières sont en diminution : cette énergie est le gaz naturel et, à mon avis, comme le 20^e siècle a été le siècle du pétrole, le 21^e siècle sera celui du gaz naturel. Selon les estimations réalisées, les réserves pétrolières vont s'épuiser dans le monde en 2040 et, du point de vue du gaz naturel qui va remplacer le pétrole, la Russie possède à présent une réserve certifiée de 48 trillions de mètres cubes. Si nous admettons que la consommation mondiale de gaz naturel va augmenter chaque année de 12 %, cela représente une réserve de gaz naturel qui suffira à alimenter 34 % du monde durant 86 ans. En outre, un des avantages du gaz naturel est qu'il peut s'exporter tel qu'il est extrait du sous-sol, sans qu'aucune opération supplémentaire ne soit nécessaire. De ce point de vue, il est encore plus rentable que le pétrole.

Quant aux réserves mondiales de gaz naturel, il en existe aussi une de 25 trillions de mètres cubes en Iran et une autre de 25 trillions de mètres cubes au Qatar. Cette situation est une catastrophe du point de vue des États-Unis car, alors que les États-Unis ne représentent que 4 % de la population mondiale, ils consomment 25 % de l'énergie totale. De plus, il n'existe pas dans le monde d'autres pays – en dehors de ces trois pays que je viens de citer – possédant des réserves de gaz naturel. Les réserves de gaz naturel des États-Unis vont être épuisées en 2016 et c'est pour cette raison que les États-Unis sont actuellement présents là où il existe des sources d'énergie. Ils sont présents au Moyen-Orient avec les troupes que l'on sait et, de plus, le Qatar, qui est l'un des trois pays à posséder des réserves de gaz naturel, agit en accord avec les conseils des États-Unis.

La chance de la Russie est que ces ressources énergétiques soient naturellement sur son propre territoire, la dispensant d'aller dans d'autres pays pour se les procurer. Par ailleurs, selon les calculs effectués, sa population – qui est de 148 millions d'habitants – va se réduire à 120 millions vers 2040. La Russie va donc



pouvoir ainsi conforter ses richesses d'une part avec l'augmentation de ses revenus et d'autre part avec la diminution de sa population. La puissance intellectuelle a également commencé à devenir influente dans les années 90. Ceux qui connaissent bien le marché libre et qui ont fait des études à l'étranger ont commencé à prendre place à la direction des affaires, ce sont eux qui ont fondé la structure oligarchique actuelle, celle qui s'enrichit.

Tous ces éléments montrent pourquoi la Russie va forcément redresser sa situation dans l'avenir. À titre d'exemple, les bénéfices pour 2006 de la société de gaz russe Gazprom sont de 52 milliards de dollars.

La Russie possède aussi une ligne de gazoducs de 43 000 kilomètres. L'un d'entre eux est Mavi Akım (Courant Bleu), qui passe notamment par la Turquie. Lorsque le gaz naturel est arrivé en 2002 en Turquie, celle-ci ne possédait que 501 kilomètres de gazoducs. Cette ligne de gazoducs reliait Samsun-Ankara-Bursa-Istanbul-Kocaeli-Eskişehir mais il n'était

La position de « pont » de la Turquie dans le transport de ce gaz naturel peut changer la vision des pays de l'UE à l'égard de la Turquie

contestable, notamment sur le plan économique. D'ailleurs, cette valeur est évidente depuis la Seconde Guerre mondiale et, après ladite guerre, cette importance s'est encore accrue au cours de la période de la guerre froide. Certaines hypothèses sont avancées prétendant que cette importance géographique de la Turquie a

pris fin après les années 90, or voici que notre territoire est de nouveau précieux en raison du trajet des lignes de transfert d'énergie. La Turquie va devoir normaliser ses relations avec la Russie pour parvenir à préserver ses ambitions d'être un « pont énergétique ». Au cas contraire, si la classe dirigeante turque continue à réaliser des affaires de faible volume et de valeur douteuse en étant animée d'une mentalité selon laquelle « notre importance ne se réduira jamais », les transferts énergétiques se réaliseront alors en passant par d'autres pays, comme on peut déjà le constater dans la récente décision prise par la Russie.

Rappelons que deux tiers (67 %) du gaz naturel utilisé en Turquie sont d'origine

russe et c'est pourquoi il est primordial de conserver de bonnes relations avec la Russie. Certains écrivent le contraire, essayant de rédiger des articles politiques sans connaître l'économie. Or, il n'existe pas de troisième pays, en dehors de la Russie et de l'Iran, qui soit un grand vendeur de gaz naturel. Certains se demandent pourquoi nous n'achetons pas de gaz naturel à l'Azerbaïdjan. D'ailleurs, le gaz azerbaïdjanais est, lui aussi, vendu par Gazprom. De la même façon, le gaz du Turkménistan est également vendu par la même société. En résumé, lorsque des politiques raisonnables ne sont pas mises en œuvre, la Russie évite la Turquie pour le transport d'énergie. Toutefois, si les erreurs commises sont corrigées, ce projet – dont le contrat préliminaire est déjà signé et qui contourne la Turquie – pourrait être révisé.

Que pensez-vous des relations avec l'UE ? Quels pourraient être les atouts de la Turquie dans le processus d'adhésion ?

L'UE a atteint dernièrement le nombre de 27 membres et, selon les règles, la totalité des 27 membres doivent sans exception approuver l'adhésion de la Turquie. Or, nous considérons le fait d'être membre comme un mariage ; pour quel motif ces 27 membres se mettraient-ils à aimer la Turquie ?

Il existe ici deux points importants : le premier est le pont énergétique. Les pays de l'UE tels que la France, l'Allemagne, l'Italie dépendent de la Russie sur le plan de l'énergie, en particulier du gaz naturel, et la position de « pont » de la Turquie dans le transport de ce gaz naturel peut changer la vision des pays de l'UE à l'égard de la Turquie qui pourrait l'utiliser comme une arme en disant : « S'il le faut, je coupe le gaz. »

Le deuxième est que les pays de l'UE vont aimer l'argent de la Turquie : la Turquie réalise pour 170 milliards de dollars d'importations et 72 % de ces importations proviennent des pays de l'UE. Si l'on arrêta non pas la totalité mais simplement la moitié de ces importations, le chômage augmenterait dangereusement dans la plupart des pays européens et leur stabilité intérieure serait menacée. Tous ces éléments semblent constituer de solides atouts pour la Turquie en face d'une UE encore indécise.

Propos recueillis par Hüseyin Latif et Nagehan Tam

Restaurant et Hôtel, en plein cœur de la vieille ville d'Istanbul.

www.armadahotel.com.tr
0212 455 4 455

Le football féminin en Turquie

Fatih Terim est le directeur technique de l'équipe nationale turque. C'est lui qui a fait Galatasaray champion d'Europe hommes en 2000, d'où son surnom d'empereur il a par ailleurs obtenu beaucoup de succès à l'étranger, notamment en Italie. Il analyse pour nous le football féminin et le rapport des femmes au football en Turquie.



Fatih Terim

Que pouvez-vous nous dire du football féminin en Turquie ?

C'est dans les années 1990 à 1996 qu'en Turquie, le football féminin prenait son essor dans les clubs et la première équipe nationale de football féminine date de 1993. Depuis, beaucoup de choses ont changé et, aujourd'hui, le football féminin est dans le monde entier devenu une compétition sérieuse qui génère des revenus économiques très importants. Autrement dit, quand on parle de football, on ne pense plus que c'est uniquement l'affaire des hommes, ni en Turquie ni ailleurs.

Peut-on dire qu'on est en train de faire les premiers pas ?

Concernant le football à l'école, nous avons réalisé une chose très importante en signant un protocole avec le ministère de l'Éducation nationale. Selon ce protocole, il y a environ 15 à 17 millions d'enfants allant à l'école en Turquie et, lors de la signature, on n'a pas dit qu'il y avait tant de filles et tant de garçons ; ce protocole a été signé pour tous les enfants âgés de 7 à 17 ans, ce qui doit inclure 5 à 6 millions de filles. Cette signature permet à tous les enfants – et pas seulement aux garçons – de maintenir à l'école leur intérêt pour le football.

Ne peut-il y avoir des problèmes dans l'orientation au football des filles par leur famille ?

Mais ceci existe partout dans le monde, ce n'est pas propre à la Turquie. Chaque parent a l'idée en tête que si une fille fait de la natation, ses bras seront musclés ; si elle joue au football, ses jambes seront fermes. Aujourd'hui,



qui ne voudrait pas que sa fille fasse de la danse ou bien du patin à glace ? Donc ceci est lié au point de vue, aux capacités de l'enfant et à la place occupée par le football féminin. Sa popularité est très importante et le grand nombre de spectateurs qu'on voit dans les championnats mondial et européen de football féminin montre bien l'immense intérêt porté à ce sport au plan international. D'ailleurs, les parents en tiennent compte pour se décider. Si vous voulez le bonheur de votre enfant – tout parent le souhaite – vous devriez accorder à votre enfant la chance de choisir son sport. Si elle est douée pour le football, qu'elle le pratique. Si aujourd'hui ma fille veut jouer au football, je ne lui dirai rien !

Quelle est la différence entre une fille et un garçon de même âge en ce qui concerne leur développement suivant leurs débuts en football ? Quelle est la tendance des femmes à ce sujet ?

Notre problème ici est celui-ci : nous n'avons pas beaucoup de clubs car on ne considère pas cet événement professionnellement. Toutefois, la situation commence à évoluer lentement. L'équipe des 19 ans s'est créée et le mouvement va se développer. Nous avons fait une tournée dans les régions pour expliquer les attraits de ce sport mais on ne peut pas rencontrer aujourd'hui le même point de vue dans toute la Turquie. Nous essayons de combattre cela et les chiffres commencent à augmenter. Le nombre des sportifs et des clubs augmente, montrant qu'il y a une prise de conscience quant à l'intérêt que présente le football féminin. Nous n'attendons pas une révolution des esprits, mais un changement raisonnable, un changement afin de s'intégrer dans le monde. Bien sûr, il y aura toujours ceux qui seront contre l'évolution. Surtout, les milieux conservateurs pourraient dire :

« qu'est-ce que c'est que cette histoire de jouer au ballon ? » Mais c'est comme pour l'électricité, il faut suivre le courant qui passe ; quand il y aura un exemple quelque part, on le suit, les médias y compris. C'est pour cela que j'ai bon espoir.

Quand vous visionnez le futur du football féminin en termes techniques, disons dans 10-15 ans, est-ce que vous pensez voir parmi le staff de l'équipe na-

tionale A des directeurs techniques femmes ou bien des vice-directeurs techniques femmes ?

Je ne pense pas que ça demandera aussi longtemps. Quand on regarde en arrière, il y a 10 ou 15 ans, on voit que les juges de touche des matchs très importants étaient déjà des femmes. Dans un des matchs où j'ai moi-même joué dans la ligue des champions, un juge de touche était une Française.

Suivant une évolution logique, il n'y a aucune raison pour qu'une femme ne devienne pas l'entraîneur ou bien le directeur technique d'une équipe nationale. Il y a plusieurs arbitres femmes en Turquie qui arbitrent régulièrement des matchs en première, deuxième et troisième division et il est donc temps de mettre fin aux préjugés. Aujourd'hui les femmes sont présentes professionnellement dans tous les secteurs et, même si elles sont plus réservées ici ou là, elles doivent pouvoir faire ce dont elles ont envie. Une femme accomplie doit pouvoir faire ce qu'elle sait faire. Et pourquoi même ne verrait-on pas un entraîneur femme pour une équipe d'hommes, puisque l'entraîneur de l'équipe féminine est un homme ? On voit déjà cela dans des équipes de vol-



ley, de basket et de football. On voit des physiothérapeutes femmes dans les clubs européens. Par conséquent, on devrait procéder à une évaluation sans faire de différence entre hommes et femmes.

Comment considérez-vous les femmes dans les médias sportifs ? Est-ce qu'il y a un point de vue féminin dans le sport ?

Quand je lis les articles, je regarde qui les a écrit, sans chercher à savoir si c'est un homme ou une femme. Je n'ai jamais fait une telle comparaison mais il n'y a pas de mal à faire parler ses sentiments et points de vue féminins. Je connais des journalistes femmes très sérieuses, qui prennent ce métier à cœur et qui progressent dans la carrière. Celles-là vivent les événements avec les yeux d'un sportif.

Quelle serait alors la raison principale de cet engouement des femmes pour le football ?

Je constate qu'elles disent : « Nous aussi, nous pouvons réussir ! » Rien au monde n'est propre à l'homme seul, « ... Puisque l'homme et la femme sont égaux, alors nous pouvons le faire aussi » se disent-elles. C'est un effort pour se faire justifier. C'est la révolte du cerveau, c'est-à-dire la révolte de la raison.

Propos recueillis par
Eda Bozköylü

Invitation à Michel Platini

(Suite de la page 1)



Pour la première fois, le football turc a obtenu avec ses deux équipes, Fenerbahçe et Beşiktaş, le droit de jouer dans les groupes de la Ligue des Champions pour quatre ans. De plus, Galatasaray et Kayseri Erciyesspor ont fait un pas important pour rester dans les groupes de la coupe de l'UEFA. En plus de ces bonnes nouvelles, le Club de sport de Fenerbahçe, qui fête ses 100 ans, a invité le Président de l'UEFA, Michel Platini, à la soirée qui aura lieu à Istanbul le 24 octobre et au cours de laquelle se produira Beyoncé. Le président Platini a fait savoir qu'il fera un effort pour que son calendrier lui permette de participer à cet événement.

Dans cet article, qui fait un point sur le sport turc, signalons que la coureuse de fond Elvan Abeylegesse a remporté la médaille d'argent du 10 000 mètres aux championnats du monde d'Osaka, preuve des progrès dans cette branche du sport considérée comme l'ancêtre des sports. La qualification sur 3000 mètres steeple de Halil Akkaş a également eu des échos. Le basket-ball turc s'est lui aussi signalé lors de l'Eurobasket en Espagne.

L'équipe turque, comptant les joueurs de NBA Hidayet Türkoğlu et Mehmet Okur a pour but les Jeux olympiques et le Championnat du monde. Le coach, Bogdan Tanjevic, a précisé que le rajeunissement de l'équipe est la formule pour se préparer aux succès prochains. L'équipe nationale turque de volley féminin, qui a su vaincre des adversaires mondialement connus, est aujourd'hui de plus en plus considérée comme un adversaire sérieux. Nos équipes nationales d'haltérophilie et de lutte, constituées de sportifs qui obtiennent de très bons résultats, continuent leur préparation pour les prochains Jeux olympiques.

Par ailleurs, la formidable édition 2007 du Grand Prix de Formule 1 d'Istanbul a apporté une sérieuse contribution à la présentation de la Turquie dans le monde entier. Les pilotes ont fait vivre des moments pleins d'émotion sur la nouvelle piste dans la chaleur torride du mois d'août. La course a vu la victoire de Felipe Massa, acclamé par son compatriote, le footballeur brésilien mondialement connu, Roberto Carlos.

Durant tout cet été, le fait que certains joueurs de football ont perdu la vie durant les entraînements ou bien durant les matchs a constitué une actualité bien dramatique et, pour cette raison, on ne peut que répéter la nécessité de prendre de plus en plus au sérieux les contrôles de santé des sportifs et de les pratiquer régulièrement. On s'attend à ce que les fédérations internationales se penchent sur ce sujet sérieux en créant des équipes spéciales, chacune dans sa branche...

* Kemal Belgin, journaliste et enseignant à l'Université de Marmara

Les amazones du football racontées par Gündüz Tekin

Nous nous sommes entretenus avec Gündüz Tekin Onay, coordinateur de l'équipe nationale « espoirs », de la minorité féminine qui essaie de se montrer davantage dans le milieu du football. Quelle est la place des femmes au sein du football turc ? Qu'apporterait au football une touche féminine ?



Le football a toujours été un domaine masculin mais, depuis quelques années, on constate que les femmes occupent une certaine place dans ce domaine en tant que présentatrices de sport, journalistes, arbitres et dirigeantes. Comment évaluez-vous ce développement ? Commençons par exemple par la restructuration de la Fédération. Que peut-on en dire en ce qui concerne les femmes ?

Notre président a beaucoup souhaité qu'une femme soit présente dans la restructuration de la direction de la Fédération. Zeynep Sabancı était un des noms proposés mais, à l'époque, elle était à Fenerbahçe et, comme il n'y a pas eu récemment de congrès à Fenerbahçe, ceci ne se réalisa pas. Mais dans les jours à venir cela pourrait se réaliser, Haluk Ulusoy veut dans sa liste au moins une femme membre du conseil d'administration.

En somme, il n'y a aucune dirigeante au sein de la Fédération turque de football. Y en a-t-il déjà eu ?

Il n'y a jamais eu de femme dirigeante dans cette fédération. La structure des clubs n'en est pas différente, Besiktas vient juste d'en avoir une, il y en a à Galatasaray et Fenerbahçe vient d'en nommer une. On constate que les femmes commencent à avoir plus de pouvoir dans la direction du football, c'est un pas important.

Comment évaluez-vous l'intérêt des femmes en ce domaine ?

Les femmes sont de plus en plus intéressées par le football, ceci étant dû non seulement aux changements dans les structures sociales mais également au fait que le football se présente différemment. Le secteur du football s'est développé et les femmes veulent désormais y participer autant que les hommes. Elles font des efforts pour y arriver et se préparent mieux. Je pense que la présence des femmes dans ce secteur aura de bons résultats.

Par exemple ?...

Du point de vue du fair-play, des valeurs éthiques, des réunions administratives encore plus productives et de bonne qua-

lité. Tout simplement, pendant les réunions d'administration, il y a parfois des disputes, voire des injures et là, une présence féminine pourrait empêcher la violence. Les femmes ont leur propre point de vue sur bien des sujets et elles pourraient mener dans le bon chemin les hommes qui rêvent tout le temps et mettre de nouvelles préoccupations à l'ordre du jour. À partir d'un certain point, les hommes voient toujours les mêmes choses, regardent les mêmes images, le même jeu. Une femme peut imaginer et présenter autrement un sujet et différentes idées peuvent en surgir. Il faudrait leur prêter attention et être ouvert aux nouveautés.

On voit depuis quelque temps des femmes aussi sur les écrans. Le nombre de femmes reporters, commentatrices, présentatrices de football augmente de plus en plus. Que pensez-vous de cette ouverture dans les médias ?

Je ne suis pas gêné par les producteurs et les présentateurs femmes mais les commentateurs femmes me gênent. Du reste, les présentateurs hommes qui vont jusqu'à commenter techniquement le football me gênent aussi. Faire des commentaires techniques sur le football est le travail de spécialiste et on n'a pas à tenir compte de ce que dit l'homme de la rue.

Alors, la différence devrait être entre spécialistes et non-spécialistes, et non pas entre hommes et femmes...

Absolument ! On trouve des femmes qui font de bons commentaires techniques mais certaines dépassent les limites de temps en temps en indiquant aux entraîneurs la tactique à suivre, en critiquant la philosophie technique du jeu, en critiquant les joueurs, en analysant un match. Ce n'est pas convenable ; une femme peut avoir son point de vue et écrire mais pour faire une analyse technique, elle devrait être spécialiste du sujet, il faudrait qu'elle ait joué sur le terrain. Le football n'est pas un jeu aussi simple que cela !

Par ailleurs, il me plaît de voir des femmes s'intéresser au football, je ne les récusé pas ; mais ces femmes ne suivent pas le football féminin. Les critiques sportifs femmes, les journalistes, ne sont jamais présentes dans une rencontre de femmes, elles n'assistent jamais à un match de l'équipe nationale féminine, alors que cette équipe nationale féminine a tout juste perdu deux matchs de groupe du championnat d'Europe et toutes ces femmes que l'on

voit à la télé, dans les journaux ne les voient jamais jouer ! Ceci me laisse penser en fait que les femmes s'intéressent au football pour valoriser leur propre image.

Pourriez-vous nous parler de l'organisation du football féminin au sein de la Fédération ?

Les femmes occupent actuellement une place importante au sein de l'organisation de la Fédération. Tout d'abord, on a constitué les sections de football féminin et des équipes nationales féminines dans trois catégories : 17 ans et moins, 18 et 19 ans et équipe nationale A. Il y a d'autre part des matchs de ligue en ce qui concerne le football féminin.

Cette application a commencé l'an dernier et continue cette année. Autrement dit, depuis que nous en sommes responsables, nous avons réalisé la partie de nos projets concernant l'équipe nationale féminine et la ligue féminine et ce qui reste à mettre en place, c'est un football féminin populaire. Nous devrions avoir une infrastructure large pour le football féminin afin d'atteindre le plus grand nombre de femmes.

Nous avons accompli une première étape en mettant fin à l'interdiction du football aux filles dans les écoles primaires par un protocole signé avec le ministère de l'Éducation nationale. Les filles ont maintenant la possibilité de jouer des matchs inter-lycées, régionaux.

On compte actuellement 376 joueuses licenciées. En Norvège, les footballeuses licenciées sont plus nombreuses que les joueurs de football masculin en Turquie, environ 100 000 joueuses de football.

Le fait qu'il y ait plus de 100 000 joueuses en Norvège ou aux Pays-Bas prouve que le football féminin est un domaine populaire, mais en Turquie trop de gens, médias inclus, ignorent ce sujet et le peu de joueuses en est la preuve. Que faites-vous en tant que fédération pour faire connaître le football féminin ?

En l'an 2000, l'équipe nationale féminine était sous le monopole de certains groupes et il n'y avait que l'équipe A, qui devait faire face à nombre de problèmes. On a ensuite réduit les groupes d'âge jusqu'à



12-13 ans. Pour encourager les clubs, nous avons soutenu les clubs qui travaillaient avec ce groupe d'âge. Ensuite, nous sommes partis et trois ans après, à notre retour, ces enfants de 12-13 ans avaient 16 ans. Actuellement, celles qui avaient 17 ans à l'époque sont dans l'équipe nationale des 19 ans et celles qui avaient 19 ans il y a 3 ans sont dans l'équipe nationale A. Autrement dit, nous avons réduit l'âge, encouragé, formé et obtenu de bons résultats. Notre but est maintenant de très bien former les éducateurs et, dans ce but, nous allons faire venir les meilleurs enseignants de l'UEFA. Pour supporter les grands clubs afin qu'ils deviennent des locomotives, nous allons distribuer l'argent du fonds étranger à ceux qui voudront fonder une équipe féminine.

À votre avis, que va apporter au football turc le développement du football féminin ?

Il peut apporter au football turc l'amour du football. Des familles entières peuvent rejoindre le football, les familles deviendraient ambassadrices du football, faisant diminuer le hooliganisme, la violence et les insultes. L'augmentation du nombre de spectateurs du football féminin développerait aussi le secteur du football.

Propos recueillis par Eda Bozköylü

Pour un football féminin populaire, nous devrions avoir une infrastructure large et suffisante afin d'atteindre le plus grand nombre de femmes.



LA FONDATION ÇELİK GÜLERSOY

Salle de conférence - salle d'exposition

LA BIBLIOTHEQUE D'ISTANBUL

Istanbul, qui fut, dans sa longue histoire de presque 3000 ans, la capitale de trois empires, dispose d'innombrables richesses dont de grandes bibliothèques.

L'une de ces bibliothèques, la Bibliothèque d'Istanbul, rassemble dans ses archives, un grand nombre d'ouvrages sur la ville. Des gravures, des dessins et des photographies montrant l'évolution de la ville au cours des siècles, sont exposés.

Ce bâtiment se trouve dans un lieu qui a su préserver le caractère historique de la ville : la rue Sogukcesme derrière Sainte-Sophie.

Départements de la bibliothèque

- 1) Rome et Byzance
- 2) Histoire Ottomane
- 3) Etudes -ouvrages étudiant Istanbul de manière systématique et dans son ensemble.
- ouvrages étudiant un quartier ou un monument en particulier.
- 4) Récits de voyages
- 5) Récits des ambassades
- 6) Souvenirs
- 7) Beaux Arts
- 8) Biographie -les personnalités d'Istanbul et les ouvrages les concernant
- 9) Littérature
- 10)Urbanisme et problèmes municipaux
- 11)Associations
- 12)Ouvrages généraux sur la Turquie
- 13)Guides de Turquie
- 14)Guides d'Istanbul
- 15)Albums de gravures et de photographies
- 16)Livres de références
- 17)Reuves

La Bibliothèque d'Istanbul publie une série de revues présentant les ouvrages les plus importants, traduits en turc.

Sogukcesme Sokağı Sultanahmet - İSTANBUL Tel: (0212) 512 57 30

Greenpeace Turquie : l'environnement à l'honneur

Rencontre avec la responsable de communication de Greenpeace Méditerranée à Istanbul, Yeşim Aslan, pour qui « il ne faut pas attendre de voir qu'il ne neige plus en hiver pour envisager les problèmes d'environnement. »

Pouvez-vous nous décrire vos missions ?

Nous ne sommes pas Greenpeace Turquie mais le bureau régional de Greenpeace Méditerranée, couvrant également Israël, le Liban et Malte. On compte en tout trois bureaux régionaux, les autres bureaux étant nationaux et attachés chacun à un pays. Grâce à ce statut régional, nous pouvons organiser nos campagnes et les appliquer au niveau régional. Je suis la responsable de la communication en Turquie mais, comme notre bureau couvre tout l'est de la Méditerranée, je me retrouve parfois au Liban et participe aux actions qui y sont menées.

Sous l'enseigne Greenpeace Méditerranée,

nous poursuivons activement trois campagnes. La première vise au désarmement nucléaire et son but est de renvoyer aux États-Unis, les 90 missiles nucléaires qui ont été enterrés après la guerre froide, dans le cadre de l'Otan à Incirlik afin qu'ils soient détruits et, pour cela, nous avons créé une ambassade de la paix à Incirlik. Car vous savez que l'activité de Greenpeace est de dire nous sommes là, nous sommes témoins pour informer la population et nous faire entendre. Nous avons également fait beaucoup de lobbying pour avertir l'opinion publique turque. Car, premièrement, nous pensons qu'il ne devrait pas exister d'armes nucléaires d'aucune sorte et, deuxièmement, la population croit que ces armes lui appartiennent et donc se dit que grâce à ces armes, elle est en sécurité, alors que cela est complètement faux. Ces armes vont être utilisées lorsque les États-Unis auront choisi de les utiliser et eux seuls décideront de leur destination. Pourquoi ces armes devraient-elles rester sur notre territoire ? Pourquoi sommes-nous menacés par ces armes ?

La deuxième campagne est la campagne sur l'Énergie et le climat, plus précisément contre l'énergie nucléaire. Or, il existe encore des projets de création de centrales nucléaires en Turquie et, pour lutter contre cela, nous avons organisé des manifestations auprès du Parlement et sur les plates-formes interactives comme l'Internet, les médias, etc. Nous nous sommes vraiment battus contre ces projets nucléaires. Les changements climatiques sont fortement d'actualité ces jours-ci et l'énergie et le climat ne sont pas des branches totalement indépendantes l'une de l'autre. C'est d'ailleurs la raison pour laquelle cette campagne s'appelle « Énergie et Climat ». La troisième campagne est la campagne des Mers. Notre but est le suivant : vous savez que les côtes sont protégées par certaines lois et ont un statut

spécial. Mais aujourd'hui, les lois ne sont pas appliquées strictement sur les côtes, alors imaginez ce qui peut bien se passer en pleine mer... Car en haute mer, aucun pays n'est responsable de ces eaux et, de ce fait, ces eaux sont le lieu de pêches illégales et pirates. Notre premier but dans la campagne des Mers est d'arrêter cela dans les régions « spot » qu'on a déterminées à l'avance et de former des réserves. Le 15 juillet dernier, nous avons commencé une tournée de la Méditerranée avec le Rainbow Warrior II et, dans ce cadre, le bateau est venu en Turquie. Nous voyons la Méditerranée comme un tout, les pays de la Méditerranée comme la France et l'Italie se sont donc réunis et notre but était de visiter ces pays afin de donner le même message. L'année dernière nous avons organisé des journées « portes ouvertes » où bon nombre de personnes sont montées sur le

bateau pour le visiter et s'informer de nos activités. Le Rainbow Warrior II est allé d'Istanbul à Mersin et, pendant le trajet, nous avons effectué des plongées afin de faire des recherches pour montrer le positif et le négatif de l'action de l'homme sur les mers. Le bateau a servi à deux académiciens scientifiques, l'un de Turquie et l'autre d'Israël pour compléter leurs recherches.

Quelles sont les sources financières de Greenpeace ?

C'est une question que l'on rencontre souvent. Greenpeace Méditerranée ne reçoit aucun fonds d'entreprises ou de groupes politiques mais seulement des dons individuels et c'est ainsi pour tous les bureaux de Greenpeace dans le monde. La raison est la suivante : notre volonté d'indépendance. Car Greenpeace doit être libre de dénoncer librement tout ce qui est incorrect et inadmissible. D'un autre côté, nous avons aussi nos volontaires. Nous avons plus ou moins 200 volontaires en Turquie mais cela n'est pas un nombre suffisant, même si on peut compter 50 volontaires à temps plein. Nous faisons du lobbying, des recherches, de la traduction... On nous demande souvent d'intervenir dans les forêts, lorsqu'on coupe un arbre ou quand les espaces verts sont détruits à tel ou tel endroit. Malheureusement, nous n'arrivons pas à traiter tous les sujets. Nous disons que nous sommes toujours là pour partager et diffuser l'information mais malheureusement nous ne suffisons pas. Nous travaillons déjà activement pour trois campagnes et avec un nombre de volontaires pas toujours suffisant. Il y a terriblement de problèmes liés à l'environnement. Or, lorsqu'on a trouvé des barils toxiques à Tuzla, les médias ont abondamment répercuté l'information mais, par la suite, les fautiveux s'en sont tirés sans aucune pénalisation, fût-elle monétaire. La Turquie

Les médias ne s'intéressent à l'environnement qu'en cas d'événement grave et spectaculaire et c'est seulement à ce moment-là que nous arrivons à nous faire entendre.



n'a malheureusement pas de politique de destruction des déchets et a souvent recours à des solutions à court terme et non pas à long terme. Nous pouvons aussi critiquer quelque peu les médias à ce sujet : les médias ne s'intéressent à l'environnement qu'en cas d'événement grave et spectaculaire et c'est seulement à ce moment-là que nous arrivons, nous aussi, à nous faire entendre. C'est pourquoi les organismes humanitaires, les médias et les individus doivent être plus sensibles et travailler ensemble. Cela fait plus d'un an que nous attirons l'attention sur les changements climatiques, sur le besoin d'investir dans les énergies renouvelables, d'utiliser le vent, le soleil, d'utiliser plus fréquemment les transports en commun que les voitures privées... Mais c'est seulement lorsque l'on constate qu'il ne neige pas en hiver que les gens se réveillent. Hier, dans une conférence de presse sur les changements climatiques, on a mis en cause la population, l'individu qui marche dans la rue. Or il faut que d'abord que l'État accomplisse ses devoirs face à la protection de l'environnement. Il faut que tout le monde contribue à protéger notre environnement car il ne sert à rien d'agir une minute avant la fin des temps. Il n'est jamais trop tard, nous pouvons toujours faire quel-

que chose et la Turquie doit se doter d'une politique environnementale à long terme et nous

avons bon espoir qu'elle y parvienne vite.

Quels sont les autres moyens pour vous faire entendre ?

On ne peut se faire entendre que par les médias c'est pourquoi nous nous concentrons beaucoup sur le lobbying. En même temps, on ne peut pas différencier la communication des activités de lobbying. Il faut que je rapporte à l'opinion publique et aux médias ce qui se passe afin que le lobby m'écoute. Greenpeace s'appuie sur 10 000 donateurs en Turquie, ce qui est un très petit nombre. Il ne faut pas attendre la sortie d'un film sur les changements climatiques pour agir. Pourquoi faut-il que les gens n'agissent que lorsqu'il y a un événement d'importance majeure ? Ça fait des années que les changements climatiques existent.

Pourquoi certains critiquent-ils Greenpeace alors que vous travaillez à la protection de l'environnement et pour tous ?

La Turquie doit se doter d'une politique environnementale à long terme et nous avons bon espoir qu'elle y parvienne vite.

Nous ne rencontrons heureusement pas d'antipathie générale. Certes, nous avons nos supporters et d'autres, qui sont moins enthousiastes mais, trop souvent, les gens ont tendance à croire ce qu'ils entendent sans trop chercher à savoir si c'est vrai ou non. On nous demande souvent : « Qui vous supporte vraiment ? Qui se cache derrière tout cela ?... » Pourtant, toutes nos informations sont transparentes. Vous pouvez entrer par cette porte et nous dire : « J'ai une mauvaise image de Greenpeace et je suis venu vérifier si j'avais tort ou raison. Montrez-moi les informations nécessaires pour que je comprenne qui vous êtes... » Les documents que nous détenons ne vous seront sûrement pas fournis le jour même mais, le jour suivant, nous nous ferons un devoir de vous présenter les documents prouvant que nous sommes indépendants, ce que nous affirmons la tête haute. Encore trop souvent, les populations sont mal informées de nos actions alors que nos manifestations sont directes, ne se fondent jamais sur la violence et n'endommagent en aucun cas la partie adverse. Peut-être sommes-nous aussi fautifs de ne pas avoir expliqué clairement et suffisamment nos activités à tous les échelons de la population. Cependant, un grand nombre de personnes regardent nos activités d'un bon œil. C'est grâce à ces gens qui nous soutiennent que nous arrivons à avancer et cela nous rend très heureux.

Comment restez-vous en contact avec le reste des bureaux Greenpeace à l'étranger ?

Lorsque nous avons un projet de campagne commun avec tel ou tel pays, nous nous réunissons pour discuter du projet. Greenpeace est une organisation internationale et a donc plus de pouvoir et d'efficacité pendant les campagnes. Nous avons un slogan : « Think globally, act locally » (Pensez globalement, agissez localement) et nous sommes une organisation à l'échelle mondiale. Souvenez-vous du Clémenceau que l'on a essayé d'envoyer en Inde avec tous les déchets toxiques qu'il contenait. Dans ce cas précis, Greenpeace France, Turquie, Inde, Égypte et encore d'autres ont travaillé ensemble sur cette manifestation et ont réussi à le renvoyer en France. De même pour le bateau néerlandais Otapan, que l'on essayait d'amener en Turquie : nous l'avons dénoncé haut et fort et les Pays-Bas et la Turquie ont renvoyé le navire vers son port hollandais. Nous avons ainsi le moyen d'agir bien plus efficacement qu'avec des manifestations locales.

* Propos recueillis par Müge Gürs

Aujourd'hui
la Turquie

Pour 50 euros souscrivez un abonnement annuel et recevez chez vous l'unique journal francophone de la Turquie : "Aujourd'hui la Turquie". Pour cela : envoyer un mail à alaturque@gmail.com

L'imam Maturidi : une vision turque de l'Islam



*Haydar Çakmak

Raconter l'imam Maturidi demande quelques précisions préliminaires : notre relation avec la religion prend seulement sa source du fait que nous sommes des musulmans, il faut que je l'avoue tout de suite ; notre connaissance à propos de sujets religieux est très limitée. De toute façon, notre intention est davantage d'expliquer à l'opinion publique la personne et les pensées de Maturidi plutôt que sa participation à la religion islamique. D'ailleurs, l'imam Maturidi a une vision différente de celle des autres penseurs de l'islam et je pense que cette vision (j'espère que ce n'est pas trop prétentieux de ma part) prévoit une pensée islamique dont les musulmans ont besoin aujourd'hui.

Maturidi (852-944) est un religieux de l'islam d'origine turque qui est né à Samarcande et qui y a vécu jusqu'à ses derniers jours. C'était le Turc le plus renommé après Ebu Hanife. C'est d'ailleurs parce qu'il était d'origine turque qu'il n'est pas très connu dans le monde musulman et occidental. En fait, les religieux en Turquie ont une vision et une compréhension de l'islam qui se rapprochent de celles des Arabes et des Persans. Ebu Hanife et Maturidi avaient une vision proprement turque de l'islam. Près de la majorité des Turcs (sauf les Turcs d'origine azérie) se sont approprié l'islam hanifide, mais ont essayé de faire accepter la vision arabe-persane de l'islam comme étant l'origine. Maturidi avait déclaré à son époque, c'est-à-dire il y a plus de 1000 ans, que la raison devait aussi être utilisée pour que le Coran et ses versets soient bien compris. Il avait annoncé, preuve d'une pensée très moderne, ce que personne n'oserait encore aujourd'hui affirmer, c'est-à-dire que les individus allaient de toute façon découvrir l'existence d'Allah avec la raison et cela même si les Prophètes n'étaient pas venus. De plus, il avait montré une immense clairvoyance en proclamant que l'État et la religion devaient être séparés.

L'origine des réformes du monde occidental et des mouvements de la Renaissance

vient de la raison. Aujourd'hui, le monde occidental tient à l'écart les pensées dogmatiques, religieuses et sectaires grâce au principe fondamental de la raison. Les pensées qui conjuguent l'islam avec l'archaïsme et la terreur proviennent de la méconnaissance de la religion, du fait que la religion se trouve entre les mains d'individus archaïques, que des religieux sectaires soient montrés comme exemple et du fait que ces pensées soient utilisées pour l'intérêt de certains individus ou nations. L'image actuelle de l'islam reflète la vision arabo-persane de l'islam. Or, il n'y a pas que les Arabes et les Persans qui soient des musulmans, il existe d'autres nations et individus de cultures différentes qui sont musulmans. De plus, il faudrait s'imbiber de la vision des individus et des cultures où l'islam est plus pacifiste, plus raisonné et n'a pas été politisé. La France devrait éduquer ses propres imams pour les musulmans vivant sur son territoire et la raison est de se débarrasser des imams fanatiques. Nous suggérons aux responsables français de prendre exemple sur Maturidi. Sa doctrine est raisonnée et difficilement réfutable car personne ne peut en douter, d'ailleurs c'est un penseur religieux apprécié par les scientifiques islamistes éclairés et la religion qui prend son importance dans l'Occident prévoit aussi la rationalité. La mise en avant de la doctrine de Maturidi et des imams qui partagent la même pensée pourrait sauver la mauvaise image des musulmans au niveau mondial. Comme je l'ai précisé plus haut, les Turcs et les musulmans, qui étaient majoritairement dans les Balkans sous l'Empire ottoman, s'étaient imprégnés de la vision modérée turque de l'islam, ce n'est donc pas une vision tout à fait nouvelle. Il y a deux pays de la représentation de Maturidi dans le monde de l'islam, dans le monde entier et dans toutes les cultures qui ne sont pas de religion islamiste et en premier lieu dans l'Occident : il s'agit de l'Ouzbékistan et de la Turquie, qui doivent ensemble annoncer au monde la pensée de Maturidi – donc la vision turque de l'islam – dans diverses conférences, éditions et rencontres internationales.

*Prof. Dr. Haydar Çakmak

Président Talat : l'homme de l'ouverture de Chypre du Nord

(Suite de la page 1)

ressenti l'impression d'être dans le bureau d'un président de la République d'un pays occidental. Un service de sécurité non exagéré, une équipe jeune, souriante, dynamique.

Nous avons été reçus tout de suite dans le bureau du président de la République après un bref accueil de deux ou trois minutes. Le président de la République, Mehmet Ali Talat, nous a accueillis à la porte courtoisement, nous a priés d'entrer et nous a montré le chemin comme un homme d'État européen. Il nous a demandé comment nous allions, puis il nous a posé des questions détaillées au sujet de notre journal. Durant tout ce temps, il n'y avait à côté de nous ni un agent de sécurité ni un secrétaire pour se mêler à l'entretien. Il a répondu sincèrement et longuement à toutes nos

questions, en personne qui sait bien de quoi elle parle. Vous allez trouver dans ce numéro notre reportage réalisé auprès du président de la République de la RTCN (KKTC).

Au terme de notre entretien qui a duré plus d'une heure, il nous a invités à la réception qui était organisée l'après-midi même pour saluer le départ des étudiants et des professeurs ayant obtenu des bourses de la part de l'UE. Notre discussion avec le président de la République s'est donc poursuivie pendant les heures qui ont suivi.

À cette réception, se trouvaient également certains ambassadeurs en mission dans la Chypre du Sud, Themis Themistokleous, représentant de la Commission européenne auprès du Chypre Sud et Andrew Rasbash, chef du Département de la communauté chypriote turque à l'UE. Nous avons eu la possibilité de faire leur connaissance et de nous entretenir avec eux.

Lors d'un discours que le président Talat a prononcé dans la soirée, il a rappelé les efforts importants du peuple chypriote pour devenir membre de l'UE : « L'objectif du peuple chypriote turc n'est pas seulement de s'approcher de l'UE, mais de s'y intégrer et de devenir européen. » Le président Talat a ainsi poursuivi : « Accéder aux larges possibilités offertes par l'UE, ne pas se contenter de devenir membre de l'Union

mais également y apporter notre contribution, cela reste le principal objectif des Chypriotes turcs. »

Le président Talat rappelle qu'en raison d'une mise à l'écart de la Chypre du Nord par l'UE, le pays reste en dehors des programmes d'études Erasmus et Socrate : « C'est pourquoi nous considérons ce programme comme un programme intermédiaire, comme un arrangement provisoire. L'objectif définitif étant l'adhésion à l'UE et la participation à tous ses programmes. »

Nous avons également obtenu une entrevue avec Asim Akansoy, le directeur du cabinet particulier de la Présidence de la RCTN et ses collègues de travail. En résumé, nous avons passé une journée longue, productive et très riche d'enseignements. Nous remercions toute l'équipe travaillant au sein de la présidence de la République de la RTCN. Nous remercions aussi M. Özbek Dedekorkut, président de l'Union des Agences de voyage de Chypre du Nord qui a joué un rôle déterminant dans l'organisation de cette opération, de l'accueil qu'il nous a réservé durant notre séjour à Chypre et de toutes les informations qui nous a fournies au sujet du tourisme en Chypre du Nord.

*Dr. Hüseyin Latif
Directeur de la publication

Envie de faire passer une publicité dans nos pages ?
Contactez-nous au 0 216 550 22 50 - 0 533 706 42 22

Bulletin d'abonnement

Pour recevoir chez vous Aujourd'hui la Turquie, veuillez remplir et renvoyer ce coupon à l'adresse indiquée en précisant le nombre d'exemplaires.

11 numéros : 40 € Turquie 50 € Europe 11 numéros version PDF : 25 €

Abonnement de soutien pour les entreprises 11 numéros

Le kit de 25 exemplaires 300 € Turquie 400 € Europe

Le kit de 5 exemplaires 150 € Turquie 200 € Europe

Prénom : _____ Nom : _____

Adresse : _____

Ville : _____ Code postal : _____ Pays : _____ No de téléphone : _____

Fax : _____ Email : _____

Date : ___/___/___ Signature : _____



Gratuit pour chaque abonnement et renouvellement

Mode de paiement pour la Turquie (rayer la mention inutile) :

- chèque (à l'ordre de Bizimavrupa Yay. Ltd)

- virement Yapi Kredi (no de succursale : 0217-0 Moda Istanbul

no de compte en euros : 60901314; en YTL : 60825808)

Bizimavrupa Yayıncılık Ltd. - Moda Cad. No:77 D.3 - 34 710 İstanbul - Turquie

Tél: 0 216 550 22 50 - Fax: 0 216 550 22 51 - Email: alaturque@gmail.com

Mode de paiement pour l'Europe (rayer la mention inutile) :

- chèque (à l'ordre de CVMag)

- virement bancaire à l'ordre des « Editions CVMag » - Crédit Lyonnais

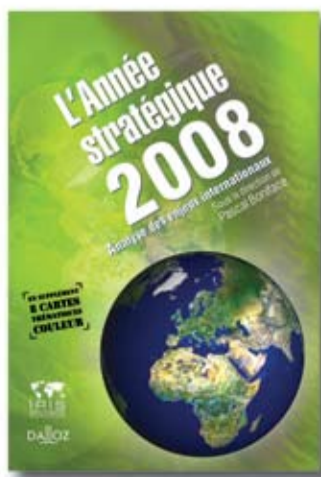
no de compte 30002 Paris Bonne Nouvelle 00467 0000445120G

Les Editions CVMag 37 rue d'Hauteville 75010 Paris - France

Tél. 01 42 29 78 03 - Fax: 01 42 29 54 20 - Email: alaturque@gmail.com

alt 30

L'outil de référence pour comprendre le monde



- > 195 fiches-pays
- > 7 fiches régionales
- > 15 cartes des principaux enjeux régionaux
- > des cartes thématiques couleurs sur les grandes problématiques internationales
- > rappel chronologique des événements qui ont marqué l'année
- > bibliographies et sélection de sites internet
- > annuaire statistique mondial des données essentielles
- > recension et présentation des organisations internationales et des centres de recherche en relations internationales



EN VENTE EN LIBRAIRIE OU SUR WWW.IRIS-FRANCE.ORG

Entre aquarelle et numérique : le film d'animation façon Erez

Couple d'artistes travaillant en commun depuis une trentaine d'années, Cemal et Meral Erez ont acquis ces dernières années une grande renommée dans le milieu du court métrage en France et en Turquie. Leurs films d'animation, à l'image du *Ministre félicité* (2002), plongent le spectateur dans un univers sombre et frappé par l'absurde. Revenue à Istanbul sans pour autant cesser de naviguer entre les deux pays, Meral Erez retrace, en compagnie de son mari, leur itinéraire artistique.



Pour commencer, parlez-nous un peu de votre parcours.

Je me permets de parler au nom de notre couple parce que c'est vraiment une histoire commune, depuis 1973. Cemal avait proposé de faire un film l'année du diplôme à l'Académie, au lieu d'une œuvre graphique. C'était la première fois et les professeurs ont trouvé l'idée intéressante : Cemal a donc fait un film de quatre minutes pour lequel je l'ai aidé, et il a obtenu la plus haute distinction du diplôme.

Nous avons tous les deux fait l'Académie des Beaux-Arts à Istanbul. Quand nous avons fini, au début des années 1970, nous avons décidé de partir pour l'Europe : d'abord en Italie, puis nous sommes revenus et repartis pour la France en 1979, à Paris, en tant qu'étudiants. J'étais inscrite à Paris VIII en Arts plastiques & cinéma, Cemal était aux Arts Déco. En même temps, nous avons proposé des projets au Centre National de la Cinématographie (CNC) et ça a marché. Nous sommes restés en France, avec un permis de séjour et de travail et c'est là qu'est né notre fils. Après être restés à Paris de 1979 à 1987, nous sommes retournés à Istanbul et, dix ans plus tard, nous sommes à nouveau retournés à Paris où nous avons réalisé des films avec le CNC et France 2. Au départ, nous n'avions pas de formation francophone, nous avons appris en France à partir de zéro.

Nous avons aussi travaillé pour la publicité. Par exemple, en 2000, nous avons réalisé une trentaine de spots de publicité télévisuelle pour Renault en Turquie. Chacun aurait dix secondes et avait pour thème central le logo de Renault.

Comment, de cette formation artistique générale, en êtes-vous venus au film d'animation ?

Aux Beaux-Arts, on s'intéressait beaucoup au cinéma de façon générale et le cinéma d'auteur, dans les années 1970, tenait une grande place. Tous deux, nous avons développé de façon parallèle les deux matières : dessin et cinéma et, au croisement des deux, il y a le film d'animation ! Je préfère ce terme à « dessin animé » car ce sont plutôt des films d'art. L'avantage par rapport au cinéma d'acteur, c'est qu'on est beaucoup plus libre, l'imagination n'a pas de bornes. Comme les premiers films ont bien marché, cela nous a poussés à continuer. Mais cette année, c'était notre dernier film : la page est tournée. Nous nous dirigeons à présent vers la peinture.

À propos de l'élaboration de vos œuvres, comment se déroule le travail à deux ?

Depuis le début, nous travaillons à deux. Quand l'un de nous a une idée, nous en discutons ; une fois un accord trouvé, nous cherchons la forme, le graphisme. Après, nous faisons des essais, chacun corrigeant l'autre. Vient un moment où l'atmosphère, les personnages prennent forme. En revanche, nous avons du mal à travailler avec d'autres personnes, parce que nos idées et nos dessins sont très personnels. Du coup, cela prend davantage de temps : pour écrire et réaliser un film de dix minutes, nous avons mis plus de deux ans ! Nous faisons tout nous-mêmes, de l'idée initiale jusqu'au montage. Au départ, nous filmions les dessins avec une caméra fixe 35 mm. Mais pour les trois derniers films, nous les avons scannés sur ordinateur, ce qui facilitait beaucoup les choses. Par contre, les graphismes sont entièrement faits à la main, jamais sur ordinateur.

Justement, à une époque où l'image de synthèse tient une place importante dans les films d'animation, il y a un vrai charme du manuel, du matériel dans le graphisme...

Désignant sur le mur une planche où figurent, alignées, les positions successives du personnage sautant dans les airs au début du *Ministre félicité*, Regardez, toutes les étapes sont là. Avant, on découpait tous les personnages aux ciseaux et on filmait au cellulo. Maintenant, avec l'ordinateur, cela va plus vite et le mouvement n'est pas saccadé, du moins pas de façon involontaire : les dessins le détaillent au maximum.

Pouvez-vous nous parler de l'univers aux résonances kafkaïennes que vous mettez en scène dans vos films, notamment dans *Le Ministre félicité* (2002), où le pouvoir est envisagé sous son angle le plus arbitraire et le plus absurde ?

L'ambiance métaphysique du film permet de mettre en scène l'absurdité, qui devient une façon de vivre, une règle de ce monde. Nous avons toujours ressenti cette absurdité dans la vie. En France, *Le Ministre félicité* a été projeté jusqu'en 2004. Une fois, une spectatrice est venue me voir à la fin de la projection et m'a dit : « Je n'ai rien compris à votre film, mais j'ai beaucoup aimé, ça m'a beaucoup touché ». Cette réaction m'a plu parce que nous ne cherchons pas à faire de films didactiques qui expliquent à la façon d'une leçon : nous ne faisons que montrer.

***Le Ministre félicité* est inspiré d'un conte ottoman du XVI^e siècle bien éloigné de cet univers de l'absurde : comment s'opère l'adaptation de l'ancien au moderne ?**



repère.

Vous avez été confrontés à la Turquie comme à la France, à leurs publics, à leurs réseaux de diffusion. Y a-t-il des différences de goût en matière de film d'animation ?

Que ce soit en France ou en Turquie, nos films touchent toutes les classes sociales. Dans les années 1970, on organisait des projections de courts métrages pour les ouvriers, suivis de discussions. Mais désormais, il y a toujours un écran qui fait obstacle entre le créateur et son public : ce sont les décideurs, les chaînes de télévision, les salles de cinéma, les festivals. En Turquie, on nous disait : « Vos films sont très bien, mais ils sont plus adaptés à l'Europe occidentale qu'à la Turquie ». Du coup, nous sommes allés en Europe et, là-bas, on nous disait au contraire que nos films faisaient plutôt turcs. Alors, où sommes-nous ? Nous n'appartenons à part entière ni à l'un ni à l'autre de ces pays. Nos productions, très personnelles, ne rentrent pas systématiquement dans les critères des décideurs, même si les publics turc et français eux-mêmes reçoivent nos films sans se poser ces questions. De mon point de vue, il n'y a pas de différence de goût entre ces deux publics.

Propos recueillis par Timothée Chevalier

Après le festival du film documentaire « Safran d'Or »



*Sühendan İlal

Cette année encore, nous avons réussi et le 8^e Festival « Safran d'Or » du film documentaire de Safranbolu a fermé ses portes sur de beaux succès. Parmi les festivals de cinéma organisés en Turquie, le concours de films documentaires le plus réputé a lieu à Safranbolu et, de plus, c'est un festival international. Parallèlement à la valeur morale des prix offerts, leur valeur pécuniaire est non négligeable.

Safranbolu est une ville de l'époque ottomane dont le destin a changé grâce à un film documentaire du réalisateur Sühâ Arın tourné en 1976... Il s'agit désormais d'une ville dont 1031 bâtiments sont protégés. Déclarée « site historique » par le ministère de la Culture en 1977 et intégrée à la « Liste du patrimoine

mondial » par l'Unesco en 1995, cette ville – révélée au monde par un documentaire – où aucune des maisons ne cache le soleil aux autres et qui fascine par les beautés naturelles qui l'entourent, essaie à son tour de changer le destin d'autres lieux, d'autres sites

ou d'autres arts en proie à la disparition. Ainsi, Safranbolu récompense des films documentaires depuis 8 ans. La fixation tardive de la date de sélection a causé le retard des annonces du festival. Cependant, un grand nombre de très bons films, rendant la tâche du jury difficile, ont pris part au concours (40 films et 6 scénarios). D'après mes observations, en tant que coordinatrice du festival et membre du jury, la qualité et le niveau des films réalisés par les amateurs

étaient très élevés. Autrement dit, des réalisateurs qualifiés peuvent se faire entendre au moyen de bons films. Un autre constat est que les projets soumis sous forme de scénarios ne mettent pas toujours suffisamment en valeur la richesse de la langue turque. Quant au domaine professionnel, je peux dire que les films présentés étaient de très bonne qualité et que le jury a vraiment eu du mal à trancher. Les films réalisés par TRT étaient d'un très haut niveau.

J'aimerais aussi souligner l'accueil parfait que nous avons reçu à Safranbolu sans oublier les participations cordiales du préfet, du sous-préfet, du maire, du Collège professionnel de Karabük et, bien sûr, des habitants de Safranbolu.



Pour finir, je vous invite à prendre part à notre festival de l'année prochaine par vos documentaires. Et si vous aimez voir des documentaires de qualité, rejoignez-nous encore l'année prochaine et découvrons ensemble les films documentaires et la magnifique Safranbolu...

e-mail pour participer :
altmsafranbelgesel@yahoo.com

**Dr. Sühendan İlal
Maître de Conférence à l'Université de Beykent*

La particularité du football turc

Osman Tanburaci se situe à la croisée de trois cultures : ottomane, turque et européenne. Cette figure emblématique du football turc, avec ses moustaches à l'ottomane, son excellente pratique de la langue turque et ses immenses connaissances footballistiques impressionne même ceux qui ne s'intéressent pas à ce sport. Diplômé de Mekte b-i Sultani (lycée de Galatasaray), c'est un véritable francophone et un fin supporter de l'équipe du Galatasaray, ce qui, d'ailleurs, ne l'empêche pas de suivre de près toutes les équipes et d'adresser ses critiques à leurs responsables. C'est avec la même franchise qu'il analyse pour nous le football turc.



Osman Tanburaci

D'abord, quelle est la place de la Turquie dans le football mondial ?

Il existe dans le monde deux types de football : l'un est le football mondial et l'autre le football turc. Nous reflétons notre caractère national dans tous les domaines et il existe de très grandes différences entre le football turc et le football mondial, sans que cela signifie que le football turc soit mauvais. Nous possédons d'importantes valeurs mais, hélas, nos valeurs collectives sont très faibles face à nos valeurs individuelles, tout simplement parce que notre perception de la vie sociale est mineure. Nous n'arrivons pas à assurer en totalité les nécessités du sport car il nous manque une certaine culture et une présence sportive. Notre conception du professionnalisme est faible et elle varie continuellement durant les 90 minutes d'une rencontre.

Parlons d'argent : alors qu'un entraîneur national, par exemple à Beşiktaş, gagne très peu, pourquoi un entraîneur étranger gagne-t-il beaucoup plus ?

Nous comblons nos enfants de tendresse mais, lorsqu'il est question d'argent, nous les payons un peu moins. D'ailleurs, la Turquie hésite entre les idées et l'argent. Nous importons les meilleurs entraîneurs du monde mais nous ne suivons pas leurs directives. En outre, les entraîneurs nationaux sont sans cesse importunés par les médias et on ne peut pas ennuyer aussi vite un entraîneur étranger, simplement du fait qu'il a signé un bon contrat.

Est-ce que les médias jouent un rôle dans la sélection des joueurs et des entraîneurs ?

Ils sont très influents parce que le football est une affaire qui touche au sentiment de victoire, ce sentiment étant à son apogée lorsqu'il est question de sentiments nationaux. Lorsque les affaires vont mal, les footballeurs, les entraîneurs et les dirigeants peuvent être critiqués. En revanche, si les affaires marchent bien, la manière dont nous jouons n'est pas importante. En outre, si vous jouez mal vous êtes immédiatement renvoyé. Dans le monde, la situation n'est pas la même : les entraîneurs travaillent 25 ou 30 ans dans le même club, liés par une confiance réciproque. Si les affaires marchent bien, la confiance est assurée et, si les affaires vont mal, dans ce cas-là leurs chemins se séparent.

Faudrait-il apporter une restriction aux médias à cet égard ?

Il faudrait pouvoir agir à ce niveau, mais les politiques monétaires ne le permettront pas.

Du fait que le système sportif ne fonctionne pas bien en Turquie, il n'existe pas de dirigeants efficaces, alors que nous possédons des personnes précieuses dans le football.

Un ancien footballeur français a été nommé à la présidence de l'UEFA. Selon vous, cela va-t-il apporter des changements dans le football français ?

Le précédent président a exercé ses fonctions pendant 17 ans. Platini également semble posséder une certaine stabilité. Alors qu'il existe une querelle entre l'Amérique latine qui pratique un football inventif et les pays scandinaves qui basent leur jeu sur la puissance corporelle, Platini devrait pouvoir jouer, à la tête de l'UEFA, le rôle d'un catalyseur. Il dit, avec juste raison, que les équipes qui sont devenues championnes dans leur pays devraient être admises directement dans la Ligue des Champions sans passer par les éliminatoires. L'égalité serait ainsi respectée et toutes les équipes auraient les mêmes chances de réussite. Les équipes n'ayant pas pu équilibrer leurs finances vont devoir faire les ajustements nécessaires car le football est aussi un secteur économique. Si



Michel Platini arrive à ses fins, il aura fait progresser le football mondial.

Le football français et le football turc se ressemblent-ils ?

Ils se ressemblent car le football français ne présente pas non plus de palette variée d'équipes : dans leur

ligue 1, on ne trouve qu'une seule équipe : Lyon, or, malgré le fait qu'il n'existe pas d'équipe qui puisse l'arrêter, elle ne réussit pas beaucoup en équipe nationale. La Turquie, de son côté, ne possède que trois équipes et Trabzonspor. En revanche, si on se penche sur le football britannique, on peut voir que l'Angleterre a remporté 22 championnats d'Europe en 50 ans. Il arrive qu'une équipe devienne championne puis, l'année suivante, chute en deuxième division alors qu'une telle chose ne serait pas concevable en Turquie.

Pouvons-nous renouveler les réussites internationales ?

En 2002, nous avons raté de peu le titre de champion du monde

en finissant à la 3e place, alors que nous avions de très sérieuses chances de l'emporter.

Bien sûr, les victoires peuvent se poursuivre en Europe mais il faudrait d'abord changer la manière de penser de chacun : le football doit se jouer sur le terrain et il ne doit pas être l'objet de combinaisons douteuses ou d'excès.

Les histoires de manœuvres douteuses existent également en Europe, n'est-ce pas ?

Il en existe mais leurs auteurs sont condamnés alors qu'en Turquie, on ne parviendra jamais à faire une chose pareille. En Turquie, une équipe change quatre fois d'entraîneur au cours d'une seule saison, ce qui serait inconcevable en Europe où il existe une procédure à suivre pour chaque cas de figure. Si nous respectons les critères de l'UE, tout irait beaucoup mieux.

Que pensez-vous de la limitation des joueurs étrangers ?

Malheureusement, il n'existe pas en Turquie de syndicat de footballeurs. En Italie, les footballeurs, contestant le nombre élevé de joueurs étrangers, ont pris la décision de ne pas entrer sur le terrain. Par ailleurs, les pays dont la situation économique ne permet pas raisonnablement d'effectuer de grosses dépenses en devises ne devraient pas payer des sommes aussi élevées aux footballeurs étrangers. Néanmoins, ces pays conçoivent les choses ainsi : « Plus des footballeurs

étrangers viendront, plus les montants astronomiques qu'ils reçoivent se réduiront.

» C'est vrai dans un certain sens mais cela porte préjudice aux équipes nationales. Or, les sentiments nationaux sont provisoires, la valeur sentimentale de ces derniers est différente mais la valeur

Nous importons les meilleurs entraîneurs du monde mais nous ne suivons pas leurs directives.

économique des clubs est en jeu. Finalement, le sujet des footballeurs étrangers est un sujet très délicat. Nous glorifions d'un seul coup le nouveau venu et, deux jours après, si les affaires ne marchent pas bien, nous le mettons au rebut. À mon avis, c'est plutôt la raison qui devrait diriger ces affaires.

La Turquie pourrait également obtenir de nouveau des victoires au sein des équipes nationales et Fatih Terim possède une grande valeur : il sait mener ses recherches jusque dans les milieux laborieux de toute la Turquie. Fatih Terim découvre les talents, amène les joueurs devant le public et les motive bien. Mais, dans tous les coins du monde, les équipes nationales peuvent également obtenir de bons et de mauvais résultats. Ce qui est important, c'est d'assurer la continuité.

À votre avis, quels sont à présent les bons footballeurs turcs ?

Moi, j'apprécie Nihat Kahveci et Turgay. Il y a notre Tuncay, notre Arda, Serdar et Burak viennent de Beşiktaş. Mehmet Topuz de Kayseri et Mehmet Çakır de Gençler Birliği attirent l'attention. Ce sont des footballeurs qui peuvent jouer dans toutes les équipes d'Europe. Notre seul handicap c'est que nos footballeurs ne connaissent pas de langue étrangère.

Propos recueillis par Dr. Hasan Latif

www.novotel.com

à partir de

109€

Designed for natural living

(+90) 212 4143600

Chypre du Nord : au-delà des préjugés, des trésors à découvrir



M. Özbek Dedekorkut

Ses plages et ses casinos ont fait passer au second plan la richesse de son patrimoine culturel. De plus, en raison d'une politique de mise à l'écart internationale, le nord de l'île est très mal connu du public et n'arrive pas à faire connaître ses trésors, comme le monastère de Bellapais près de Kyrenia.

Président de l'Union des Agences de voyage de Chypre du Nord (KITSAB), M. Özbek Dedekorkut, proeuropéen convaincu, nous parle du tourisme dans la Chypre du Nord, de ses atouts mais surtout des obstacles qui empêchent cette partie de l'île de se faire connaître et de développer son tourisme.

Le tourisme se réanime en République turque de Chypre du Nord et de grands hôtels s'ouvrent, suite aux investissements réalisés ces derniers temps. Cependant, l'objectif doit être une collaboration entre ces grands hôtels qui ont pris place récemment dans le secteur et les anciens qui existent déjà. Si nous pouvons faire travailler les deux groupes ensemble, le tourisme du pays connaîtra à nouveau le succès dans son ensemble.

Si nous examinons le nombre de touristes qui viennent, nous constatons que 70 000 viennent de Grande-Bretagne. Les Anglais se venant dans la Chypre du Nord sont essentiellement ceux qui ont déjà vécu, travaillé ou fait leur service militaire ici ou les familles de ces derniers. Nous ne pouvons pas élargir notre éventail et présenter Chypre aux autres milieux. Approximativement 10 000 Allemands visitent la République turque de Chypre du Nord et, il y a cinq ou six ans, trois à quatre mille touristes français également nous rendaient visite. Aujourd'hui, le nombre des Français visitant Chypre n'est plus que de deux à trois cents, qui arrivent par petits groupes et par l'intermédiaire d'agences de voyages dépendant d'Istanbul.

Outre ceux-là, très peu de touristes italiens visitent notre pays. Bien entendu, il ne faut pas oublier les visiteurs turcs dont le nombre est à peu près 120 000 mais, parmi eux, 100 000 choisissent la Chypre du Nord pour ses casinos, ces établissements constituant une branche du tourisme qu'il ne faut pas négliger. Les Turcs venant pour les casinos ont un comportement qui leur est propre : ils ne visitent pas les lieux historiques, ne vont pas au restaurant, passant tout leur temps aux casinos des hôtels. Même si cette situation apparaît fructueuse pour les hôtels, elle n'apporte aucune contribution à l'économie du pays. Si nous mettons à part le tourisme de casinos, le nombre de vrais touristes venant de Turquie est très faible. La façon de fonctionner des casinos tente aussi les touristes qui viennent par la mer et les incite à choisir le tourisme de casino. Aucune mesure officielle n'est envisagée en vue d'empêcher cette situation.

Les touristes qui dépensent vraiment de l'argent sont ceux qui viennent pour le tourisme culturel. Par conséquent, développer ce genre de tourisme doit être notre objectif prioritaire et, dans ce cadre, nous devons contacter et persuader des investisseurs qui ont le potentiel et peuvent investir dans le domaine du tourisme culturel.

Lorsque nous étudions Chypre, nous constatons qu'il s'agit d'une île historique. En effet, plusieurs des plus grands premiers chrétiens ont vécu sur cette terre. D'autre part, un des plus anciens bateaux de commerce du monde se trouve au port de Girne (Kyrenia). La présence de ce bateau n'est citée dans aucun livre d'histoire alors que les Grecs ont construit une réplique en 2000 et ont déclaré qu'elle est âgée de 2300 ans pour en tirer des bénéfices touristiques. Tout le monde a reconnu cette imitation construite en l'an 2000 comme l'original, alors que celui-ci se trouve en réalité dans la partie turque de l'île. Malheureusement, nous ne

faisons aucune démarche afin d'expliquer la réalité sur cette supercherie.

Par ailleurs, « Richard Cœur de Lion », un personnage qui concerne toute l'Europe, a vécu ici pendant une certaine période et les Croisades, auxquelles tous les peuples européens ont participé, sont également passées par Chypre. Or, nous n'avons pas pu exposer ces faits au monde entier et nous avons conduit les activités touristiques vers Chypre uniquement en cherchant à les développer vers le marché intérieur. La raison de cette situation est que nous avons travaillé avec des sociétés qui raisonnent avec la logique européenne et c'est pour cette raison que nous n'avons pas pu atteindre le plus grand nombre.

La publicité efficace faite par nos concurrents nous crée également des problèmes : des investissements considérables se font actuellement en Bulgarie que l'on ne citait même pas il y a deux ans lorsqu'on parlait de tourisme.

Le fait qu'il n'existe pas de vols directs à partir des différents points du monde vers la Chypre du Nord a aussi des effets négatifs sur notre tourisme. Cependant, même s'il y avait des vols directs, il est fort douteux que nous remplissions ces avions car ils ne seraient complets que sur un ou deux vols par semaine. Par contre, les vols directs réfuteraient les thèses

de la partie grecque disant : « Il n'y a pas de sécurité au Nord » ou « Le Nord n'est pas sûr. » Tout touriste étranger ayant payé son billet pourra rejoindre l'île d'un seul vol.

Les délégations venant d'Europe examinent notre aéroport, nos bâtiments, nos moyens de transport et vérifient leur conformité aux standards européens. Même si ces experts les apprécient, ils ne peuvent pas faire part de leur opinion positive sur la République turque de Chypre du Nord à leur retour en raison des pressions du lobby grec. Une autre solution pour neutraliser les préjugés serait de permettre aux hommes d'affaires étrangers de venir visiter le pays, de les accueillir de la meilleure manière possible et, ainsi, les inciter à présenter Chypre objectivement. Tous ceux qui parlent actuellement de nous disent des choses négatives et aucune démarche n'est faite pour mettre fin à ces médisances. Nous organisons des invitations pour les journaux britanniques et nous essayons de les faire venir et voir la République turque de Chypre du Nord.

Le prix d'une semaine de vacances à Chypre n'est pas très élevé. La somme qu'il faut compter pour un hébergement d'une semaine, les repas (boissons non incluses) et quelques excursions se situe entre deux cents et deux cent cinquante euros, plus le billet d'avion. Ces prix sont approximatifs mais constituent un exemple et les agences proposent une multitude d'offres de ce type.

Propos recueillis par
Hüseyin Latif et Nagehan Tam



Galliano fête ses dix années de créations pour la maison de haute couture sexagénaire, Dior



*Marine Deneufbourg



L'année 2007 constitue pour la maison Dior, une double consécration : pendant qu'elle célèbre ses 60 années d'existence, John Galliano - le nouveau maître de la marque la plus connue dans le monde - fête ses 10 ans de sublimes créations. Le 2 juillet dernier, l'Orangerie du château de Versailles a servi pour l'occasion de temple de la mode. John Galliano y a, en effet, présenté sa dernière « collection hommage » inspirée des œuvres des plus grands peintres de l'histoire. Picasso, Monet, Renoir, Goya ou encore Velazquez ont laissé leur empreinte sur quelque quarante-cinq robes, purement et simplement imprégnées du style Christian Dior. Car ce personnage de l'histoire de la mode était à lui seul un style

unique. Vos ancêtres vous l'auraient dit, Dior a marqué les esprits par ses créations incongrues et hors normes. Il savait parfaitement allier romantisme et modernité, féminité et extravagance, ce qui lui a valu de paraître révolutionnaire aux yeux du monde. Son « New Look » des années 1950 avait pour vocation de valoriser les formes féminines, c'est-à-dire « de sculpter la taille, d'adoucir les épaules et d'accentuer les hanches » selon son dernier successeur John Galliano. Élégance, luxe et provocation, voilà trois termes qui conviennent parfaitement pour une définition de la Maison Dior.

Ses successeurs se sont tous attelés à refléter à travers les âges ce style intemporel incomparable, tout en apportant leur touche personnelle. Leur but : faire renaître la Maison après le décès de son illustre fondateur en 1957. Yves Saint Laurent a commencé à œuvrer dans ce sens en étant le premier à reprendre la marque et en faisant défiler la nouvelle collection Dior

le 30 janvier 1958. Se fût ensuite au tour de Marc Bohan de faire perdurer la marque jusqu'en 1988, date à laquelle Gianfranco Ferré puis John Galliano se sont succédés.

Ouvert depuis 1997, le musée de la Maison Dior à Granville (Normandie) rend lui aussi hommage aux 60 ans de créations de la marque au travers de l'exposition « Dior : 60 années hautes en couleurs ». On y retrouve tout ce qui a caractérisé le style Dior durant ces six décennies, des robes corsetées style « Belle Epoque » aux modèles d'un luxe sans équivoque de l'après seconde guerre mondiale en passant par le prisme des « couleurs Dior » : gris, rose, or, rouge, lilas, bleu, vert, sans oublier le diptyque noir et blanc. Il disait des couleurs qu'elles devaient « être utilisées avec précaution ». Christian Dior a pris le risque d'en faire sa particularité pour marquer à jamais le monde de la mode. Mission réussie !

*Marine Deneufbourg, Journaliste

Erzincan : le plus vieux centre culturel d'Anatolie



*Nagehan Tam

La ville est située sur le cours supérieur de l'Euphrate dans l'Anatolie de l'Est, elle est sur l'itinéraire de la route de la soie qui fut sous la domination des Hittites, des Ourartéens, des Mèdes, des Perses, des Hellènes et de Rome, a gardé la trace de toutes ces civilisations. Il est possible d'y aller

par avion et par l'autoroute.

Le palais construit à Çayırli en 1219 par le maître Tahir de la ville de Kars, dont les murs sculptés et le plafond orné de gravures en bois, ainsi que le lac de cratère Aygır, le lac de Büyük Yayla, les Sept lacs, le lac de Kartallı et les vestiges du village Altıntaş d'Illic appartenant à la période romaine et la période tardive, sont parmi les endroits à visiter.

Il faut absolument visiter la forteresse de Kemah édiflée sur des rochers abrupts et ayant deux structures l'une dans l'autre, le tout entouré de remparts dans le district de Kemah, la fontaine et le hammam de Gülalibey, le tombeau de Tugay Hanım, la fontaine de Hacı Mahmur Bey, la Fontaine d'Alaattin Bey mais aussi la grotte de Buz et le lieu de promenade Soğuksular.

Des vestiges historiques tels que la forteresse d'Endice, le cimetière romain ainsi que la mosquée de Topkapı et la mosquée Orta se trouvent dans ce district situé dans une belle vallée au bord du lac de barrage de Keban. Le tombeau de Hıdır Abdal Sultan qui présente les particularités de l'architecture ottomane-seldjoukide est parmi les endroits à visiter à Kemaliye dans le village Ocak du district.

À 6 kilomètres au nord-ouest du centre-ville, dans le district d'Otlukbeli, le fait que le lac de travertin consti-

tué par les eaux minérales existe toujours et que la constitution de la vasque qui le rend unique au monde fait de cet endroit un monument naturel.

Parmi les endroits à visiter à Refahiye, on peut citer Kutlutepe, la Roche sacrée, l'église Kadıköy, la mosquée Merkez, la caverne de Koroğlu, Balkaya, les forêts de Refahiye et le plateau de Dumanlı.

À part les vestiges historiques de la mosquée Akkoyunlu et de la mosquée Hacı Nurullah, vous pouvez visiter dans le district d'Üzümlü la caverne du Sheik Karpuz, le lac Aygır, le lac Hidrellez.

Le temple de Kefrenci, Pakeric (l'actuelle Cadirkaya), le pont de Kotur, le caravansérail, une des plus importantes œuvres de l'architecture turque médiévale, le Külliye Mama Hatun constitué d'un hammam, d'une petite mosquée et d'un tombeau doivent être absolument visités à Tercan. On peut lire sur la porte d'entrée de l'église d'Abrenk la date de 1854. Remarquable par son architecture et ses ornements, elle porte des inscriptions datées de la période du prince seldjoukide Nasurettin au douzième siècle.



D'autre part, la cascade se trouvant dans la région des Cascades à 30 kilomètres d'Erzincan est un des endroits à visiter avec ses beautés naturelles et ses espaces de détente.



On fait du rafting sur le Karasu (haut-Euphrate) depuis 1994. La longueur du parcours Yolarustu - Mutu est de 40 kilomètres et une des particularités de ce parcours est qu'il suit la route et la voie ferrée d'Erzincan-Erzurum ce qui est unique au monde. Le Karasu se prête aussi à des parcours en canoë sur de nombreux tronçons de son cours. Beytahti-Ilıc est un bon parcours pour cette activité sportive. On fait aussi de l'aviron dans les lacs de barrage d'Erzincan et de Keban et du ski nautique sur le lac artificiel du barrage de Tercan. Les conditions sont réunies à Erzincan pour faire du parapente, que l'on peut pratiquer dans le village de Küçük Kaçırman.

La station de ski alpin d'Akbulut se trouve sur l'autoroute nationale E-80 Erzincan-Sivas et se situe à 42 kilomètres d'Erzincan. Elle s'étend sur un terrain de 30 000 km² et comporte 5 pistes, à la fois pour les amateurs et les professionnels. Son télésiège est le plus long de Turquie.

Le lancer de javelot, activité sportive venue de nos ancêtres, se pratique depuis 1989. Il existe 3 pistes permanentes de javelot à Erzincan, constituées d'un mélange de terre et de sable et comportant une tribune.

Nagehan Tam

Coins et recoins du Grand Bazar



Zincirli Han

Personne n'échappe à la visite du Grand Bazar, cet immense marché couvert qui a vu le jour dans la seconde moitié du XV^{ème} siècle sous le règne du sultan Mehmet II. En général, on se souviendra des allées principales où le chaland vous accoste dans toutes les langues. On en sort épuisé par la vue de produits innombrables autour de soi mais en ayant aperçu une infime partie de

ses richesses après y avoir passé seulement une heure ou deux. Si vous avez la chance de disposer de plus de temps, flânez, errez, laissez-vous porter par la curiosité ; n'hésitez pas à vous engager dans les nombreux coins et recoins. En effet, le Kapalı Çarşı, autrement dit « marché couvert » regorge de plusieurs « Han », anciens caravansérails destinés autrefois au dépôt des marchandises. Ce sont des havres de paix tous proches de la cohue et du bruit permanent du Bazar.

Deux d'entre eux ont pour moi un intérêt particulier.

L'Astarıcı Han est une petite cour intérieure carrée avec peu de commerces. En y entrant, à droite, un bruit répétitif et soutenu vous interpelle. En approchant, vous découvrirez un atelier sorti de la nuit des temps où des drôles de machines embobinent et mélangent à toute vitesse, dans un vacarme assourdissant des fils de coton à d'autres aux couleurs de l'argent et de l'or.

C'est là que travaille depuis l'âge de 12 ans Erol bey,



Astarıcı Han

ainsi que son patron maintenant sexagénaire, tous deux originaires de la Mer Noire, sur des machines de 30 ans d'âge mais à l'aspect centenaire.

A Istanbul doivent encore subsister une bonne dizaine de ce genre d'ateliers mais au Grand Bazar, c'est l'unique. Cela fait au moins une cinquantaine d'années que cette mini-usine est installée ici.

Ces fils sont destinés à être brodés sur des costumes folkloriques traditionnels, à orner les bordures de fauteuils, à agrémenter les voiles des mariées (dans ce cas, ils seront dorés). La relève pour cette activité semble impossible, la jeunesse actuelle n'étant nullement intéressée par un tel travail dans des conditions difficiles et non gratifiantes.

A l'opposé de l'Astarıcı Han se trouve le coloré Zincirli Han qui a fait l'objet d'une restauration réussie. La construction de cet ancien caravansérail est antérieure à celle du Grand Bazar mais personne n'en connaît la date exacte. Dès qu'on y pénètre, une atmosphère feutrée donne le ton. C'est là que sur deux niveaux les orfèvres parmi les plus fameux donnent libre cours à la création de bijoux coûteux mais uniques.

Grimpez avec précaution jusqu'à l'étage et tentez de découvrir une porte qui s'entrouvre discrètement, c'est derrière elle que les pierres les plus précieuses seront mariées avec l'or et l'argent pour le plus grand plaisir des futurs propriétaires.

Photos : Nathalie Ritzmann



*Nathalie Ritzmann

J'ai 4 ans...

...même si mon passeport en indique presque 40 ans de plus.

A un tournant de ma vie, j'ai réalisé mon désir, celui de m'installer à l'étranger par choix personnel. J'ai découvert Istanbul grâce à une émission spéciale des « Racines et des Ailes » (merci Thierry !) et j'ai immédiatement eu envie de connaître cette ville hors du commun. Après y avoir goûté, je n'ai pu m'en passer et ma décision a été prise très rapidement. Après avoir passé toute ma « première » vie dans mon Alsace natale, je suis née une seconde fois en

vivant ici. Cette mégapole me donne toujours encore des frissons, comme au premier jour ! Quant à la Turquie que je ne cesse de continuer à découvrir, elle ne cesse de m'étonner, de m'enchanter ! Hormis l'ancienne capitale qu'est Istanbul, j'ai une grande faiblesse pour le Sud-Est et l'Est du pays, si riches en histoire, en vestiges.

J'ai des milliers de photos prises au hasard de mes rencontres, de mes découvertes et j'aimerais vous emmener avec moi au travers de mes articles pour en profiter un peu. Je vous propose pour commencer de nous rendre dans un des endroits les plus connus d'Istanbul, le Grand Bazar !

*Nathalie Ritzmann



Turquie

Istanbul, joyau des mille et une nuits...

Riche d'une histoire mouvementée et d'un passé légendaire, la « capitale des capitales » compte parmi les plus belles cités du monde. Shopping, féerie des éclairages, charme des chansons turques, discothèques, cabarets et clubs de jazz vous laisseront des souvenirs inoubliables.

www.infosturquie.com

Bureau de la Culture et de l'Information de Turquie
102 Champs Elysées - 75008 Paris - Tél. 01 45 62 78 68


TURKISH AIRLINES
www.thy.com


Turquie
Un accueil de rêve

